

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 458 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire
5FF, 30FB, 3FS, 3000Li, 100Pts
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire
25FF, 140FB, 10FS, 5000Li

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000Li
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 458
Juil.-Août-Sept. 2001
38^e année

DANS CE NUMERO

- Répression lors du G8
- Les travailleurs d'AOM-Air Liberté menés en bateau
- Les accidents du travail: une guerre non déclarée qui ne finira qu'avec la destruction du mode de production capitaliste

ALGÉRIE: LA SEULE SOLUTION EST LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE PROLÉTARIENNE CONTRE LA BOURGEOISIE ET SON ETAT

Dans le précédent n° du «Prolétaire» nous écrivions à la mi-mai que si le calme régnait à nouveau en Kabylie à la fin mai, de nouvelles explosions étaient inévitables et qu'elles toucheraient tout le pays. Il n'aura fallu attendre que quelques semaines pour que ce facile pronostic se réalise. Dès le début du mois de juin les émeutes ont repris, pour répondre à des exactions des gendarmes, pour protester contre les conditions de vie déplorables dont souffrent les masses (absence d'eau courante, de logements, de travail, etc.) ou contre tel ou tel méfait particulier de l'administration étatique ou communale. Si le foyer principal était et reste encore sans aucun doute la Kabylie (wilayas de Tizi-Ouzou, Setif, Bejaïa, Bouira, etc.), elles ont gagné aussi pratiquement tout l'Est du pays: le Constantinois, les wilayas de Skikda, Annaba, d'Oum -El-Bouaghid, Tébessa, etc., ainsi que les Aurès, région censée être le bastion du régime, à Kenchela, et le Sud. Les bâtiments publics (mairies, centre des impôts, tribunaux, casernes de gardes communaux, etc.) sont attaqués, ainsi que des restaurants de luxe, des boîtes de nuit, des villas de richards, des commerces, des sièges des partis au pouvoir nationalement ou localement, les associations d'anciens combattants, etc.: tout ce qui représente aux yeux des jeunes révoltés la classe des privilégiés et les structures de l'Etat qui les opprime.

Outre les émeutes, des grandes manifestations de protestation ont eu lieu, rassemblant des milliers, des dizaines de milliers et parfois des centaines de milliers de manifestants: cela a été le cas bien sûr de la gigantesque marche sur Alger organisée le 14 juin à l'appel de la coordination inter-wilayas (que les forces de répression ont réussi à tenir à distance de ses objectifs), mais aussi d'autres qui, pour avoir eu moins de retentissement médiatique à l'étranger, ont cependant rassemblé des masses énormes comme à Tizi-Ouzou ou Bejaïa; pour la première fois des manifestations de milliers de femmes ont également lieu. Parallèlement s'est développé un mouvement spontané d'occupation de

(Suite en page 3)

Le capitalisme est international et mondial LA LUTTE PROLÉTARIENNE ANTI-CAPITALISTE DOIT ÊTRE INTERNATIONALE ET MONDIALE!

(Texte diffusé par nos camarades à Gênes)

Prolétaires,

Le capitalisme est par nature un mode de production international qui, dans son développement incessant, pénètre dans tous les recoins, même les plus isolés, du monde. Né dans le cadre national, il n'a pu et ne peut se développer qu'internationalement. Dans son premier stade de développement qui correspondait à la période dite de la «libre concurrence» le capitalisme industriel a conquis le monde et a servi de tremplin au développement du capital financier, qui, dans le stade actuel impérialiste, domine toutes les sphères économiques, industrielle, agricole et commerciale, toutes les entreprises, grandes ou petites. Le stade impérialiste montre toute la puissance du capitalisme qui, de révolutionnaire dans ses origines, est devenue par la suite et depuis longtemps contre-révolutionnaire. Cette transformation n'est pas due à la tendance du capital à s'internationaliser - tendance historiquement révolutionnaire - mais à sa limitation fondamentale; non seulement le capitalisme n'est pas capable de résoudre ses contradictions, mais il les aggrave toujours davantage. En

un mot, il est incapable de se dépasser lui-même: à peine une crise est-elle terminée, qu'il crée les causes de crises plus graves et plus étendues.

Aujourd'hui, au stade impérialiste, les intérêts des grands groupes monopolistes et des grands Etats n'ont plus comme arène le marché national mais directement le marché mondial. **Quelques dizaines de milliers de grands trusts, basés dans les pays capitalistes les plus développés (plus nombreux en Europe qu'aux Etats Unis), qui dictent leurs orientations à leurs Etats nationaux, tiennent entre leurs mains le sort de tout le genre humain.** Les grands monopoles, les grands holdings financiers, représentés par les grands Etats impérialistes (Etats-Unis, Japon, Grande-Bretagne, Allemagne, France, Italie, Canada, Russie) ont transformé la «libre concurrence» entre entreprises sur le marché mondial en une concurrence entre gigantesques oligarchies financières internationales, avec comme résultat une gigantesque augmentation du niveau des heurts d'intérêts au niveau international. Il ne faudra pas atten-

dre longtemps pour qu'à ces 8 pays s'ajoute un neuvième, la Chine. En raison de l'importance de son marché national, celle-ci peut sans doute représenter à court terme une soupape de sûreté pour l'économie mondiale tenaillée par la surproduction; mais à une échéance pas si lointaine elle constituera un concurrent impérialiste de première importance, augmentant ainsi les facteurs de crise, de contradictions et d'affrontements sur la scène mondiale.

Ce qui a changé par rapport au siècle qui vient de s'achever, ce n'est pas le type d'économie: il s'agit toujours de capitalisme, mais développé à un degré encore supérieur. Les intérêts généraux et objectifs du capitalisme - en tant que mode de production et société organisée à son image et à son profit - sont toujours fondamentalement les mêmes: accumulation du capital, production et reproduction du capital, contre tout obstacle, qu'il soit économique, social, environnemental, culturel ou militaire. **La «mondialisation» n'est pas un nouveau**

(Suite en page 2)

A propos de Cronstadt

VIOLENCE, TERREUR, DICTATURE, ARMES INDISPENSABLES DU POUVOIR PROLÉTARIEN

Il y a 80 ans le pouvoir bolchevik en Russie devait faire face à l'insurrection des soldats et marins de Cronstadt, ville forteresse et port d'attache de la flotte de la Baltique, qui commandait militairement l'accès à Petrograd. Au bout d'une semaine de tentatives de règlement pacifique du conflit, il ne restait d'autre alternative aux bolcheviks qu'une périlleuse attaque militaire

Par la suite cette répression de Cronstadt fut dénoncée par les démocrates et les anarchistes non seulement comme la manifestation de la tyrannie sanglante du pouvoir bolchevik et la preuve que le stalinisme, avec son cortège de massacres et de répressions bestiales, était le continuateur du bolchevisme, mais aussi la démonstration que le caractère «autoritaire» et «anti-démocratique» du marxisme débouche inévitablement sur une dictature contre la classe ouvrière et le «peuple» en général. Cette thèse éculée reste un argument courant des anarchistes contre les marxistes; elle est en outre répandue avec toute la puissance des organes de propagande bourgeoise (voir le fameux «Livre noir du communisme» diffusé à des centaines de milliers d'exemplaires de par le monde).

Le 80^e anniversaire de ces événements nous a donné de nouvelles preuves que la position prise par les organisations politiques qui s'affirment révolutionnaires sur ces événements peut servir à juger de la réalité de leur fidélité aux positions marxistes. Les trotskystes de la LCR comme les «internationalistes» du CCI, en condamnant l'attitude des bolcheviks à Cronstadt avec les mêmes arguments démocratiques et libertaires, dé-

montrent qu'ils ne comprennent pas, qu'ils s'opposent, à la nécessité vitale qu'a le pouvoir révolutionnaire d'utiliser les armes de la dictature, de la violence et de la terreur dans le combat à mort qu'il livre à la contre-révolution.

LES «MAUVAIS CHOIX» SELON LA LCR: DICTATURE ET TERREUR ROUGE

Sur les pages de «Rouge», Léonce Aguirre, un dirigeant de la LCR remet ainsi en cause la position des bolcheviks, selon laquelle la répression de Cronstadt fut une «tragique nécessité» (Trotsky). «Il est arrivé parfois, écrit-il, que nous nous risquions à dire que ce fut une erreur, ce que par ailleurs Trotskyne reconnaîtra jamais. C'est mieux. Mais c'est encore insuffisant. Car s'agissait-il d'une erreur isolée, ou au contraire d'une erreur, parmi beaucoup d'autres, conséquence tragique de la politique mise en oeuvre par les bolcheviks depuis 1919 au moins?» (1). Pour L.A., la réponse ne fait pas de doute: ce sont «les choix faits après la Révolution», à savoir «la dislocation du pouvoir des soviets et son remplace-

ment par le pouvoir dictatorial du parti» qui sont en cause. Ce choix s'expliquerait par la «méfiance» des bolcheviks envers les soviets, méfiance existant déjà après février 1917 (c'est-à-dire quand ces soviets, majoritairement acquis aux partis soutenant le Gouvernement provisoire bourgeois!), et devenue ensuite manifeste à partir du milieu de l'année 1918.

En outre «La création, le 7 décembre 1917, de la Tcheka, censée protéger la révolution de 1917 contre les blancs va engendrer un corps répressif de plus en plus autonome qui s'en prendra non seulement aux nostalgiques du tsarisme mais aussi à tous les courants du mouvement ouvrier opposés à la politique des bolcheviks, même si cette opposition ne s'exprime que sur le plan idéologique. Il y aura des dizaines de milliers d'arrestations arbitraires, des milliers d'exécutions sommaires qui ne peuvent être en aucun cas justifiées par les contraintes de la guerre civile!» Pourtant: «D'autres choix étaient possibles. Celui de favoriser de manière optimale, malgré les difficultés extrêmes de la situation, tout ce qui allait dans le

(Suite en page 6)

Le capitalisme est international et mondial LA LUTTE PROLÉTARIENNE ANTI-CAPITALISTE DOIT ÊTRE INTERNATIONALE ET MONDIALE!

(Suite de la page 1)

stade, inconnu, du capitalisme; ce n'est que l'expression du processus de développement impérialiste du capitalisme, qui n'a pas encore été arrêté et renversé par la révolution prolétarienne internationale.

LE CAPITALISME N'EST PAS RÉFORMABLE!

Prolétaires,

Ce qui a changé depuis la deuxième boucherie impérialiste mondiale, c'est le théâtre des conflits interimpérialistes. Pendant 45 longues années le monde a été divisé en deux zones d'influence, les Etats-Unis ayant accédé par leur victoire militaire au statut de première puissance mondiale. Si ce condominium russo-américain n'a pu éviter le succès de quelques grandes et dures luttes anticoloniales, il a cependant réussi à empêcher la seule possibilité véritable de lutte réelle contre le capitalisme - la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat de tous les pays, uni par dessus les frontières nationales édifiées par les bourgeoisies pour défendre leurs intérêts spécifiques. Aujourd'hui, plus de dix ans après l'écroulement de ce condominium, avec une Russie plus faible économiquement mais toujours plus intégrée dans le marché mondial et une Chine qui avance à pas de géants vers la même intégration, on voudrait nous faire croire que les pays industriels les plus développés, véritables maîtres du monde, n'ont qu'un souci, trouver entre eux un équilibre stable qui profiterait à tous les pays du monde, y compris les plus pauvres et les plus déshérités! Il n'y a pas de mensonge plus impudent!

A Göteborg, Berlusconi, le nouveau premier ministre italien, a dit (et son ministre des Affaires Etrangères Ruggero l'a répété) que les préoccupations des centaines de groupes qui contestent la domination des grands trusts internationaux et de leurs Etats, sont les mêmes que les préoccupations de ces trusts et de ces Etats. Personne n'en croit rien! Quel peut être le résultat du «dialogue» entre les intérêts des oligarchies financières internationales et les nécessités de survie et de développement des 150 pays dont les populations sont réduites à la faim et à la misère précisément à cause de la domination de ces Etats impérialistes et des milliers de «multinationales» défendues par ces Etats?

Comme d'habitude les groupes qui contestent la suprématie des multinationales (mais qui oublient presque toujours les Etats qui défendent leurs intérêts sur les plans diplomatiques, économiques ou militaires) revendiquent le droit à la libre détermination des peuples, à un développement économique libéré des intérêts des grands groupes multinationaux, à un développement «durable» dans un marché «équitable»: l'illusion de pouvoir réformer le capitalisme, d'atténuer ses contradictions les plus aiguës sous la pression de mouvements d'opinion, de la mobilisation des consciences et dans un cadre pacifiste et interclassiste, est difficile à surmonter.

Malheureusement, à cause de décennies d'étouffement opportuniste interclassiste, les jeunes d'aujourd'hui n'ont pu connaître la tradition de classe du mouvement ouvrier qui mettait toujours au premier plan la défense des intérêts prolétariens, au travers d'une lutte ouverte, sans songer le moins du monde à demander l'aumône au patron ou à dialoguer démocratiquement entre «partenaires sociaux». Elle avertissait que l'ennemi de classe n'hésitait pas à utiliser tous les moyens, du dialogue à la répression, de la provocation à la déviation réfor-

miste, pour obtenir son objectif fondamental: **le contrôle politique et social du prolétariat.**

Pourquoi est-il vital pour la bourgeoisie de plier le prolétariat à ses intérêts - toujours camouflés sous le voile du patriotisme, de la solidarité entre les riches et les pauvres, du débat démocratique et de la coexistence pacifique? Pour pouvoir extorquer au travail salarié des quantités toujours plus grandes de plus-value, c'est-à-dire de profit, que le capitaliste encaisse grâce à l'exploitation toujours plus intense du travail salarié, véritable esclavage moderne.

Et cette exploitation s'est accrue démesurément avec le développement de l'impérialisme et de la «mondialisation» du capital, au point que les Etats capitalistes les plus avancés ont assujéti à leurs intérêts, c'est-à-dire à ceux des milliers de multinationales, les nombreux pays capitalistes arriérés. Le marché est aussi indispensable au capital que l'eau au poisson: sans marché les capitaux ne circulent plus, ne se reproduisent plus, ne vivent plus. Et sur le marché les capitaux les plus gros, les plus puissants, les mieux défendus par les Etats les plus forts, dotés non seulement d'appareils économiques et politiques complexes, mais aussi de forces armées solides et efficaces, l'emportent sur les capitaux plus faibles.

Croire que le marché puisse devenir «équitable» et solidaire», et grâce à la bonne volonté des puissants, est comme croire que le gros poisson puisse renoncer à manger le petit. Ce n'est pas le capitaliste qui décide les lois du capitalisme: c'est lui qui est à l'inverse un produit du capitalisme! Les divers modes de production connus par l'humanité ont été le résultat de transformations sociales plus ou moins longues et plus ou moins complexes, non de la décision de quelques génies ou quelques chefs. C'est pour des raisons matérielles et historiques que le mode de production capitaliste - donc le marché, la valeur, le profit, l'argent, l'exploitation du travail salarié - ne peut être détourné vers des objectifs sociaux qui ne sont pas les siens et qu'il ne peut donc éliminer les conséquences nécessaires de son existence: l'inégalité entre les hommes, les nations et les Etats, les guerres, la misère croissante, la faim et le désespoir pour la plus grande partie de l'humanité, la pollution et la dévastation de l'environnement.

Et c'est pour des raisons matérielles et historiquement déterminées que le capitalisme pourra être dépassé afin de laisser la place à une société effectivement solidaire et harmonieuse - la société du genre humain, le communisme - au moyen de la lutte de classe internationale des prolétaires de tous les pays, et au premier chef des prolétaires des pays capitalistes développés, dominateurs de la planète. La possibilité de changer le monde ne réside pas dans la démocratie bourgeoise, elle n'est pas du ressort des institutions religieuses ou charitables, elle ne dépend pas de la bonne volonté des gouvernants; elle réside uniquement dans la lutte anticapitaliste ouverte que seul le prolétariat, la classe des esclaves salariés, peut mener à travers son organisation indépendante de classe, son parti politique.

LA REPRISE DE LA LUTTE PROLÉTARIENNE, INDÉPENDANTE ET DE CLASSE, SEULE VOIE POUR ABATTRE LES INFÂMIÉS DU CAPITALISME

Prolétaires,

Etre contre la domination des multinationales et en particulier des 8 - 9 Etats les plus puissants du monde, en défense des mille

peuples opprimés, en défense de l'environnement et de la vie sous tous les cieux est un premier pas de la critique du statu-quo, de la résistance à la pression et à l'oppression du capitalisme sur les êtres humains. Mais en continuant dans la voie des illusions démocratiques et réformistes, toutes ces énergies sont vouées à l'échec; on assistera inévitablement au reflux des mouvements antiglobalisation, comme on a assisté hier au reflux des mouvements soixante-huitards ou des mouvements antinucléaires: la démocratie bourgeoise avec ses mille expédients peut annihiler sans difficultés tous les mouvements qui n'ont pas rompu avec elle.

La voie la plus difficile, mais plus efficace, de la résistance anticapitaliste et la lutte contre toutes les oppressions - des multinationales et des entreprises nationales, des Etats impérialistes en dehors de leurs frontières et des Etats nationaux même faibles, de la bourgeoisie du pays qui nous colonise et de notre propre bourgeoisie - est la voie de la lutte de classe: c'est-à-dire la lutte que mène le prolétariat organisé en défense de ses seuls intérêts de classe, d'abord immédiats et ensuite plus généraux et politiques. Ce sont les conditions matérielles de travailleurs salariés existant partout sur la planète qui unissent objectivement tous les prolétaires du monde.

C'est pourquoi le cri du communisme révolutionnaire a été dès ses origines:

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS!

* * *

Mais où est le prolétariat? Où et comment s'organise-t-il pour défendre ses intérêts immédiats et de classe?

Aujourd'hui le pouvoir de la bourgeoisie, sa suprématie, sa domination se trouvent face à une multitude de mouvements qui les contestent et qui demandent - qui démocratiquement, qui chrétiennement, qui de façon barricadière - le droit de manifester cette contestation. Mais les revendications «antimondialisation», pour l'essentiel parfaitement compatibles avec le capitalisme même quand elles sont contradictoires avec l'arrogance des puissants de la planète, ne peuvent absolument pas alléger le poids du grand capital sur la société. Le pouvoir bourgeois n'est pas confronté aujourd'hui au prolétariat organisé, au prolétariat uni dans la lutte anti-capitaliste sur tous les plans (du plan immédiat sur le poste de travail au plan plus général et politique sur les grandes questions sociales), au prolétariat guidé par son parti révolutionnaire. Le prolétariat a disparu de la scène, il n'est plus un point de référence et de force de l'opposition sociale au capital et au pouvoir bourgeois: il semble s'être dissous dans le néant, suscitant les théories les plus absurdes sur l'avènement d'une société sans classes quoique encore dominée par le capital, le marché, le profit, etc.

L'absence du prolétariat en tant que classe organisée de façon indépendante, laisse la voie libre à la petite bourgeoisie, nombreuse dans les pays capitalistes développés, qui brandit le drapeau de l'opposition aux excès du capital et des capitalistes, qu'ils soient ou non directement au pouvoir, et aux multinationales, en tant que cibles plus évidentes.

Le prolétariat est aujourd'hui encore dans l'ombre, il n'attire pas l'attention médiatique comme les mouvements antimondialisation, il n'a pas encore la force de poser ses revendications sur le terrain de la lutte anticapitaliste la plus élémentaire, il semble avoir disparu pour toujours. La gravité des dommages causés par le collaborationnisme des syndicats tricolores et des partis fausement communistes ou socialistes, à l'indépendance de classe, à l'organisation prolétarienne classiste y compris sur le terrain de la défense immédiate, se constate quand, en période de récession économique et de crise, la classe bourgeoise met en oeuvre une politique **directement antiprolétarienne**, reprenant les unes après les autres, les

concessions accordées auparavant sans susciter une résistance ouvrière vigoureuse. Cela se passe dans tous les pays. Plus la concurrence internationale se fait rude et plus la bourgeoisie tend à accroître la pression sur son propre prolétariat et à écraser le prolétariat des pays pauvres afin de défendre ses «parts de marché», ses profits. Mais si ce processus frappe le prolétariat, provoquant chômage, misère et faim, il touche aussi des secteurs plus ou moins larges de la petite-bourgeoisie qui dans la période précédente avaient pu profiter d'une partie de la plus-value extorquée par la bourgeoisie au prolétariat.

Alors que la récession économique se profile (au Japon elle est déjà brutalement d'actualité), de nombreuses couches de la petite-bourgeoisie craignent de chuter dans les conditions du prolétariat, dans les conditions de sans-réserve. Voilà les causes matérielles qui poussent des secteurs de la petite-bourgeoisie à se révolter contre la dégradation de sa situation. Alors qu'une grande partie d'entre elle croit encore à l'illusion de pouvoir défendre ses privilèges sociaux en appuyant les gouvernements les plus enclins à atténuer les coups portés à ses revenus, une autre partie recommence à être séduite par les idées de solidarité, de charité, de droits, de démocratie directe. C'est ainsi que naissent mille groupes, associations ou centres sociaux qui se consacrent à la défense des droits, à la défense de l'environnement, à l'aide aux immigrés, aux malheureux prisonniers de la drogue ou de l'alcool, etc; dans les pays riches ou en Afrique, en Amérique Latine, en Asie.

L'«antimondialisation» est un dénominateur commun pour une grande partie des mouvements, qui les regroupe d'une certaine façon sur un hypothétique «front» contre les «abus» les plus odieux des puissants, contre l'arrogance des multinationales et contre la démocratie «tronquée» des pouvoirs bourgeois, contre l'obscène utilisation des ressources du globe par des capitalistes sans scrupules et contre la corruption constante des politiciens. Etant donné ses origines et sa constitution, un tel «front» ne peut remettre en cause les **bases** mêmes de ces méfaits, les fondements de l'économie bourgeoise, son mode de production, le capitalisme,

Il n'y a qu'un seul mouvement qui a mis et qui mettra en cause les bases de l'horreur capitaliste: le mouvement prolétarien de classe, le mouvement du communisme révolutionnaire dont Marx, Engels et Lénine furent les représentants authentiques, à la différence des Staline, Mao Tsé Toung, Castro ou Guevara, sans parler des Toni Negri et des mouvementistes actuels.

LEÇONS DES MOUVEMENTS «ANTIMONDIALISATION»

Prolétaires,

En dépit de leurs limites, les mouvements «antimondialisation» qui sont des mouvements réels, mais idéologiquement pratiquement tous prisonniers de la démocratie bourgeoise et de ses appareils gouvernementaux ou non gouvernementaux, mettent en évidence quelques aspects du pouvoir bourgeois qui doivent faire réfléchir et qui doivent conduire à comprendre que dans la puissance cachée de la classe ouvrière se trouve la **clé de la lutte contre le capitalisme.**

Premièrement, il apparaît à l'évidence que les grandes puissances, qu'elles soient 8, 9 ou 10, ne demandent ni ne demanderont jamais à personne si elles ont le droit de prendre des décisions qui affectent tous les pays du monde: **le «droit» repose sur la force.** Plus cette force est grande, et plus ce «droit» sera imposé que cela plaise ou non aux démocrates. Donc, première leçon: c'est la force organisée en associations, en partis, en appareils étatiques qui détermine le cours de l'histoire, **c'est par la force qu'on impose des droits.**

Deuxièmement, il est clair pour tous que

(Suite en page 4)

ALGÉRIE: LA SEULE SOLUTION EST LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE PROLÉTARIENNE CONTRE LA BOURGEOISIE ET SON ETAT

(Suite de la page 1)

logements vides: preuve de la profondeur du mouvement, tous les problèmes sociaux, qui avaient été refoulés depuis des années par la double terreur des bandes islamistes et des nervis de l'Etat, resurgissent en pleine lumière.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Si l'augmentation et la stabilisation depuis plusieurs mois des prix du pétrole à un niveau élevé remplit les caisses de l'Etat et du capitalisme algériens, cette amélioration non seulement ne retentit pas sur la situation des travailleurs et des masses exploitées, mais elle annonce au contraire une **aggravation** de l'exploitation bourgeoise. En effet, répondant aux besoins impérieux du capitalisme national comme aux pressions des milieux capitalistes internationaux, la classe dominante algérienne, comme cela se passe dans les autres pays, s'est lancée dans la privatisation des nombreuses entreprises d'Etat qu'elle avait pu constituer autrefois grâce à la rente pétrolière. Souvent peu rentables, ces entreprises en sont venues à représenter un fardeau croissant pour l'économie du pays: leur privatisation se solde par la disparition de celles qui ne sont pas compétitives, et leurs prolétaires jetés à la rue, tandis que les autres sont «restructurées» avec ce que cela signifie d'intensification de l'exploitation et de licenciements. Même les entreprises d'Etat qui marchent bien, comme le secteur du pétrole, doivent être ouvertes au capital privé - en l'occurrence étranger - afin de permettre l'investissement de capitaux qu'elles nécessitent: elles n'échapperont pas au diktat du capital: **produire plus avec un coût moindre**. C'est pourquoi, inquiètes pour leur situation de parasite, les bureaucraties syndicales menacent de déclencher la lutte des prolétaires. En parlant de vouloir défendre l'«héritage socialiste» (sic!) de Boumediène, elles ont sans aucun doute comme but de donner une fausse orientation aux travailleurs; mais elles font aussi office de cette façon de porte-parole des couches moyennes qui se sont développées dans ces entreprises sur le dos des travailleurs, et qui se sentent aujourd'hui menacées; leur objectif implicite est d'arriver à un compromis avec la bourgeoisie et son Etat, compromis dont les prolétaires feront les frais au nom des sacrifices pour l'économie nationale.

Selon l'Office National des Statistiques, un peu plus de la moitié de la population est au-dessous du seuil de pauvreté. En 2000 (dernières statistiques publiées), le nombre de chômeurs était de 2,4 millions, soit un taux de chômage de 30 % de la population active contre 26,4 % en 1997, en dépit d'un «plan de lutte contre le chômage» qui aurait dû créer 800.000 emplois; ce plan n'a jamais le stade des déclarations officielles... 85 % des chômeurs sont des jeunes; chaque année de 325 à 350.000 jeunes (dont plus du tiers est analphabète) arrivent sur le marché du travail, et seulement 8 % arrivent à trouver un emploi! En 5 ans (1995-2000) 1500 entreprises ont été liquidées, supprimant 300.000 emplois. Plus généralement, au cours de la dernière décennie, l'économie algérienne au lieu de créer des emplois, en a au contraire fait disparaître 600.000! On comprend dans ces conditions que l'une des revendications les plus constamment mises en avant dans le mouvement est celle d'une allocation pour les sans-emplois.

Lors de sa récente visite aux Etats-Unis, Bouteflika s'était vu reprocher la lenteur des réformes pour libéraliser (c'est-à-dire ouvrir aux capitaux internationaux) son économie, reproche répété lors du G8 (1), étant entendu que c'est essentiellement le secteur du pétrole et du gaz qui est visé. Il n'a pourtant cessé de déclarer publiquement que le secteur pu-

blic tel qu'il existe est moribond et que les privatisations sont inéluctables. L'Algérie investit déjà d'ouvrir le secteur minier aux investissements étrangers, tandis que par ailleurs un accord a été signé avec la société anglo-hollandaise B.P. dans le pétrole, qui n'est sans doute que le premier d'une série: alléché, le groupe français Total-Fina-Elf a annoncé fin juin qu'il était intéressé par des investissements dans ce secteur. Les milieux impérialistes attendent avec impatience les réformes promises; les quelques critiques contre la répression bestiale des émeutes et le non-respect des «droits de l'homme» ne sont que de la poudre aux yeux, ou un moyen supplémentaire de pression sur les autorités algériennes, qui ne peuvent être prises au sérieux que par des gens qui veulent se vendre à tel ou tel impérialisme (2).

LES LUTES OUVRIÈRES

Le mécontentement croissant parmi les masses exploitées s'est d'abord manifesté depuis des mois et des mois par des grèves contre des licenciements à l'occasion de la privatisation d'entreprises ou pour le paiement d'arriérés de salaires. L'année dernière le conflit dans la métallurgie avait marqué le front social. Les 8000 ouvriers en grève d'Alfasid à Annaba avaient essuyé des tirs de balles en caoutchouc lorsqu'ils avaient tenté de sortir en manifestation du complexe sidérurgique. L'UGTA avait été obligé d'organiser une journée d'action qui avait vu la participation de 100.000 ouvriers. Ce printemps le point culminant avait été constitué par la journée de grève des travailleurs du pétrole organisée par les syndicats le 23 mars pour protester contre les projets de privatisation. Au-delà des intentions des bonzes syndicaux, cette journée, à laquelle s'étaient joints les ouvriers de la métallurgie (complexes sidérurgiques) et, de façon variable, d'autres secteurs, a montré la détermination et la puissance des prolétaires quand ils entrent en action, même pour une simple journée «de protestation». La grève avait été très suivie, en particulier dans certaines wilayas comme celle de Tizi-Ouzou, et l'activité du pays s'était presque arrêtée en raison de la pénurie d'essence; pour la première fois depuis longtemps, par exemple, les ouvriers de la SNVI (usine de camions), principale usine de la zone industrielle d'Alger (Rouiba) et fleuron de l'industrie algérienne, qui compte un peu moins de 10.000 salariés, avaient débrayé et organisé un cortège de 6000 manifestants, étroitement encadrés il est vrai par la bonzerie syndicale, et, à distance, par les forces de police.

Selon son habitude, l'appareil syndical de l'UGTA fait son possible pour détourner, paralyser ou prévenir les luttes ouvrières, comme à la SNTF (Chemins de Fer) en juillet.

Au début du mois d'août la SNVI se remettait en grève, sur des revendications d'augmentation de salaire; au bout de presque une semaine, après que les bonzes aient réussi à faire reprendre le travail pour que les négociations se déroulent dans un meilleur climat (!) et après qu'ils aient réussi à empêcher des «débordements», ils faisaient accepter une augmentation d'environ 800 dinars par mois, jugée précédemment insuffisante par les grévistes.

Il est important de signaler à l'inverse le cas de la grève illimitée avec occupation déclenchée fin juin par les travailleurs de l'ETUSA (Transports urbains d'Alger): cela faisait plus de 3 mois que les 2000 employés n'avaient pas touché de salaire au point de ne plus savoir comment nourrir leur famille, les commerçants ne leur faisant plus crédit! Les salaires n'ont été augmentés et payés que pour les cadres et... les syndicalistes. La grève a été déclenchée en dehors du syndicat, parce que celui-ci, selon les déclarations des grévistes, «joue contre les intérêts des travailleurs». Certains travailleurs qui

avaient essayé de provoquer, comme la loi le permet, des élections pour mettre sur pied une nouvelle section syndicale ont été licenciés. Le bonze syndical de l'entreprise, présenté comme un travailleur de base, était d'ailleurs apparu sur les écrans de télévision pour dénoncer les manifestants du 14 juin qui s'étaient pris aux bus, alors que, selon lui, les travailleurs ne songeaient qu'à défendre «leur» entreprise!

Les luttes ouvrières ne sont donc pas absentes, et si elles sont passées ensuite au second plan lors des manifestations et des émeutes, elles ont en réalité frayé la voie à cette explosion sociale. Redoutant que les mesures économiques prévues pour les mois qui viennent soient contrariées par un renouveau de l'agitation prolétarienne, les autorités comptent sur l'action des syndicats pour parer à ces difficultés: sans organisation propre, de classe, les poussées ouvrières les plus combatives sont condamnées à être stérilisées par les forces du collaborationnisme entretenues par la bourgeoisie elle-même.

QUELLES PERSPECTIVES?

De vastes masses de sans-réserve, les couches prolétariennes issues de la campagne ou de la petite-bourgeoisie, toute une jeunesse «oisive» et «désœuvrée» comme disent les journaux bourgeois, condamnée au chômage, à la misère et au désespoir, se sont mobilisées au cours de ce vaste mouvement. Toutes ces masses déshéritées, qui n'ont rien à perdre que leur misère sans espoir, pourraient servir de redoutable bélier contre l'ordre bourgeois, comme redoutent les bourgeois, à condition que la classe ouvrière dirigée par son parti révolutionnaire en prenne la tête et donne l'orientation classiste correcte.

En l'absence du parti prolétarien, il est inévitable que les influences d'autres classes prennent le dessus et, malgré tout le courage et la spontanéité des manifestants, orientent le mouvement en faveur de leurs propres intérêts et vers un compromis avec les autorités. C'est ce qu'il est possible de voir de façon cristalline dans ce qui se passe actuellement. Né en lutte ouverte et frontale avec l'Etat et ses représentants, en rupture déclarée avec les divers partis, gouvernementaux ou d'opposition, qui participent aux institutions étatiques, il a été très vite chapeauté par des comités de villages ou de «tribus» (Arch) et, dans les villes, par des comités de quartier ou «comités populaires». L'interclassisme de ces comités et de leurs coordinations était manifeste à la lecture de la plate-forme revendicative adoptée pour la marche qui a rassemblé, selon les estimations des organisateurs, plusieurs centaines de milliers de personnes à Tizi Ouzou le 25 mai. A côté de revendications intéressantes au premier chef les masses exploitées (allocation de chômage à tous les sans-emploi, mais fixée à 4000 Dinars, la moitié du salaire minimum; abrogation du code de la famille qui maintient les femmes dans un statut d'infériorité légale; indemnité des victimes de la répression, départ des forces de gendarmerie, etc.), les revendications régionalistes revenaient au premier plan (reconnaissance de la langue berbère, adoption par l'Etat d'un plan d'urgence économique pour la Kabylie) ainsi que les revendications de réforme démocratique de l'Etat chères à la petite-bourgeoisie.

Dans la perspective de la grande marche sur Alger, les comités «les plus réactionnaires» de Tizi-Ouzou obtenaient la disparition de la revendication d'abrogation du code de la famille (ces Messieurs veulent rester les maîtres chez eux), de logements, de la levée de l'état d'urgence ainsi que même certaines revendications démocratiques trop «avancées» (comme la revendication soufflée par les enseignants d'une Ecole «publique, moderne, gratuite, ouverte sur le monde»), de la levée de l'état d'urgence, etc. Par contre les revendications régionalistes n'étaient évi-

demment pas amendées (3).

Après cette manifestation d'Alger où s'étaient rendus des centaines de milliers de jeunes et moins jeunes manifestants (peut-être un million) dont l'écrasante majorité n'avaient que faire de ces manoeuvres de coulisse, la coordination inter-wilayas, effrayée par la campagne des médias à propos des divers incidents et pillages mais surtout par la combativité des masses, condamna solennellement le recours à la violence; elle décida de ne plus appeler à une grande marche de masse, incontrôlable, mais à une manifestation de «délégués» à Alger en juillet qui, ne rassemblant pas plus de 2000 personnes passa à peu près inaperçue. La manifestation suivante au début du mois d'août qui devait avoir pour but d'empêcher le Festival de la Jeunesse fut également un échec en raison de la mobilisation policière.

LE TERRORISME DE L'ETAT BOURGEOIS

Le pouvoir a répondu par un déchaînement de violence et une répression sauvage aux manifestations et aux émeutes; mais il a aussi joué la carte de l'usure, du pourrissement et de la diversion. Pour éviter l'extension des troubles, il a d'abord poussé au vieil antagonisme entre Kabyles et Arabes; il a ensuite utilisé le nationalisme en accusant les puissances étrangères (la France en premier lieu) d'être les instigatrices d'un «complot» contre la Nation - parce que le ministre des Affaires Etrangères français avait fait quelques déclarations hypocrites sur les droits de l'homme. L'impérialisme français soutient fondamentalement les dirigeants algériens, soutien qui n'empêche pas, comme toujours dans les relations entre bourgeois quand certains intérêts sont en jeu, les pressions et les frictions pour amener l'Etat plus faible à se ranger aux vues du plus fort. Bouteflika a du s'excuser publiquement d'avoir mis en cause l'impérialisme français. Le pouvoir a ensuite accusé les «trotskystes» et l'«extrême gauche». Mais le rapport de la commission d'enquête officielle, s'il blanchissait les autorités politiques - ce qui était le but recherché - était suffisamment révélateur et accablant sur les exactions des gendarmes, pour enlever toute crédibilité aux tentatives de trouver un bouc-émissaire.

La dernière en date des cartes utilisées est celle que nous avons annoncée, la carte du terrorisme islamiste. Les tueries aveugles attribuées à des commandos islamistes, qui avaient presque complètement cessé, ont soudainement réapparu avec une fréquence et une intensité dans l'horreur redoublées. Les autorités ont aussitôt lancé une campagne pour demander à la population de soutenir l'Etat, la police et l'armée. Mais la ficelle est un peu grosse, ce qui s'est passé à Aïn Ouassara. Le Premier ministre Benflis avait choisi de se rendre dans un quartier misé-

(Suite en page 4)

IL COMUNISTA N° 76 (JUILLET 2001)

- Toni Negri e la «mondializzazione» Quando l'imbecille esce dall'ombra mostra solo tenebre - Il cadavere... cammina ancora? - Le lotte dei disoccupati nel napoletano: i nodi cominciano a venire al pettine. - Manifesto sull'internazionalismo proletario - Terrorismo e Comunismo (VIII) - Rivolta in Kabilia - Un episodio di lotta in una fabbrica del Sardonatese - Volantino sulle elezioni politiche (Maggio 2001)

ALGÉRIE

(Suite de la page 3)

ble pour appeler en présence des médias les habitants à la lutte contre le terrorisme. «*Je vous appelle à aider l'Etat à vaincre le terrorisme d'abord. Sans la sécurité il n'y aura ni développement économique, ni emplois*», pérorait Benflis. Mais dans la foule des voix ont répondu: «*Nous n'avons pas de terroristes*»; «*Nous avons le terrorisme de l'administration, la corruption, la hogra [mépris-NdIR]*» (4).

Ce terrorisme de l'administration, c'est le terrorisme de l'Etat bourgeois, la domination ouverte, brutale, de la classe bourgeoise qui ne peut pas, comme dans les grands pays capitalistes, être adoucie, atténuée, camouflée par toute une batterie d'amortisseurs sociaux encore bien actifs, par la redistribution de miettes de l'exploitation des prolétaires et des pillages des pays pauvres, qui permettent de faire fonctionner les mécanismes de la démocratie et de la collaboration des classes, qui voilent le fossé entre les classes sociales. En Algérie, pays assis sur un lac de pétrole mais qui n'est classé qu'au 100e rang sur 162 pays pour ce qui est du «développement humain» (indicateur censé tenir compte du bien-être des habitants), où les dépenses de l'Etat en matière de santé publique et d'instruction ont diminué tandis que les dépenses militaires ont doublé en une décennie, les inégalités sociales particulièrement criantes ne sont pas dues à la rapacité

particulière des bourgeois locaux, mais aux **lois du capitalisme** qui a besoin de sucer jusqu'à la dernière goutte de sueur des prolétaires, de sauver jusqu'aux plus faibles miettes que ceux-ci pourraient espérer, afin de continuer à s'accumuler et à se développer.

C'est dire que les perspectives petites-bourgeoises de **démocratisation** qui sont avancées de tous côtés sont destinées à rester de la poudre aux yeux pour les prolétaires et les masses exploitées. La démocratisation entreprise par le pouvoir après les émeutes de 88 n'a rien changé en ce qui concerne la situation des prolétaires (mais elle a permis à des couches un peu plus nombreuses de petits-bourgeois d'accéder à des charges politiques, élargissant l'assise politique des institutions bourgeoises et donc accroissant leur solidité); cette démocratisation n'a absolument pas empêché les cercles dirigeants de déclencher une sanglante guerre civile destinée à terroriser les masses, qui a fait en quelques années des dizaines de milliers de victimes, comptabilisées comme «terroristes islamistes».

Pouvoir assassin! criaient les manifestants. La classe bourgeoise défend en effet sa domination par la force, par la violence, la terreur, l'assassinat. Elle enseigne ainsi aux prolétaires qu'elle ne cédera qu'à la force et à la violence. C'est la leçon des événements actuels, c'est la leçon des émeutes de 1988, c'est la leçon de toute l'histoire de l'Algérie, qui confirme l'enseignement tiré par le marxisme de l'étude de l'histoire du capita-

lisme. Mais cette violence révolutionnaire qui seule pourra renverser la classe dominante et sa société pourrie, ce n'est pas la violence aveugle de petits groupes isolés dans les montagnes reculées, c'est la violence de la classe ouvrière productrice de toutes les richesses de la société, entraînant derrière elle la masse gigantesque de tous les opprimés et les déshérités pour exproprier les expropriateurs, pour briser l'Etat qui constitue leur organe de défense, et instituer sur ses ruines sa dictature révolutionnaire.

Ulach smah! Pas de pardon! criaient-ils aussi. Mais les réconciliateurs s'avancent; au nom de l'union nationale, de la lutte contre le chaos, de la démocratie, ils s'emploient et vont s'employer à calmer les jeunes prolétarisés, à détourner leur juste colère à leur profit, pour leurs intérêts propres. Seule l'organisation intransigeante, sur des bases de classe, autour du programme historique du communisme, du parti prolétarien révolutionnaire, pourra éviter que les bourgeois et petits-bourgeois **recupèrent** les poussées de lutte les plus généreuses, et les plus massives. C'est là aussi une leçon de l'histoire de l'Algérie et du monde.

Les événements actuels illustrent une nouvelle fois l'importance des tensions sociales qui sont à l'oeuvre dans ce pays et qui explosent régulièrement avec une force éruptive impressionnante. Mais ils montrent aussi avec d'autant plus d'ampleur le **besoin impérieux du parti de classe** pour que ces explosions ne se dissipent pas sans laisser de trace. Il n'y a pas de tâche plus nécessaire et

plus urgente que de travailler à la constitution de ce parti, internationaliste et international.

Voilà la seule perspective non illusoire, la seule perspective **réaliste**, même si elle ne peut être immédiate que les événements d'Algérie tracent aux prolétaires de ce pays et du monde.

(1) Les Américains lui ont aussi reproché la position algérienne sur la question du Sahara Occidental (pomme de discorde avec le Maroc) et évoqué l'intégration de l'Armée algérienne dans le dispositif de l'OTAN si cette question était réglée. cf «Le Matin», 14/07.

(2) C'est le cas bien sûr du parti social-démocrate FFS qui prétend que le salut de la population dépend d'une intervention internationale, qui multiplie les démarches auprès des grands Etats impérialistes, de l'ONU, de l'OTAN, etc.

(3) cf «Inprecor», mai-juin 2001. Chawki Sahli, dirigeant du PST trotskyste, y écrit que les militants de son parti ont accepté l'abandon de ces revendications «pour la bonne cause, pour ne pas se couper des structures que s'est donné le mouvement réel». Comme toujours l'opportunisme, même d'extrême-gauche, préfère se couper des masses prolétariennes que des «structures» surtout quand elles expriment des intérêts bourgeois. Les femmes ne sont pas admises dans ces comités.

(4) cf «Le Quotidien d'Oran», 26/7.

LA LUTTE PROLÉTARIENNE ANTI-CAPITALISTE DOIT ÊTRE INTERNATIONALE ET MONDIALE!

(Suite de la page 2)

les intérêts particuliers des grands groupes multinationaux et impérialistes priment tous les autres. **Les Etats bourgeois ne sont rien d'autre que le «comité d'affaire» des capitalistes, dont ils défendent les intérêts**; les Etats impérialistes les plus puissants, dominateurs du marché mondial dictent par la force de leur puissance économique, financière et militaire, les conditions de participation à ce marché de tous les autres pays, accroissant la pression et l'oppression sur toutes les populations du monde, prolétarisant toujours davantage de larges masses de paysans expulsés de leurs campagnes et de leurs activités, et augmentant en même temps le taux d'exploitation d'un prolétariat qui se définit toujours plus comme **masse salariée mondiale**.

Troisièmement, il saute aux yeux même des étourdis que plus se développe l'économie capitaliste et plus s'accroissent les risques de crise et de heurt entre les grands impérialismes. Ceux-ci ont donc besoin de se réunir toujours plus fréquemment et à tous les niveaux internationaux non seulement pour gérer l'évolution de l'économie mondiale et de l'économie de chaque pays, mais surtout pour tenter de mieux défendre leurs intérêts nationaux sur un marché mondial qui, comme le marxisme l'a toujours affirmé, est en réalité très difficile à contrôler. En effet, l'hypertrophie productive du capitalisme ne fait qu'accroître démesurément les brutales conséquences de son anarchie congénitale sur le marché mondial. Mais les réunions des Grands ont besoin de «sérénité», de «tranquillité», de «sécurité», parce que s'y prennent des décisions très importantes pour l'avenir de tel ou tel trust, de telle ou telle économie nationale, de telle ou telle alliance. Les capitalistes veulent être laissés en paix dans leur oeuvre de défense de leurs profits; c'est pourquoi ils n'hésitent pas à militariser les villes où ils ont choisi de se rencontrer - à Gênes - si les mouvements qui les contestent osent «désobéir», et à utiliser des policiers prêts à tirer - comme à Göteborg - s'ils estiment être débordés par les

manifestants. Une fois de plus démonstration est faite que la force - la force armée - décide qui a le droit de se réunir et de décider du destin du monde.

Quatrièmement, le petit jeu du dialogue et de la militarisation de la ville montre une fois de plus que la bourgeoisie ne se limite pas à utiliser la méthode du bâton et de la carotte, mais qu'elle s'efforce de répandre l'idée que la contestation de ses intérêts n'est acceptable que dans les limites définies par elle, et «inacceptable» dès que ces limites sont franchies. La **tolérance démocratique tend à se restreindre**, et tout mouvement qui ne respecte pas les règles imposées par le pouvoir bourgeois est criminalisé, suspect d'idéologie et d'action violentes. La démocratie bourgeoise montre son véritable visage: **les règles démocratiques n'ont que la valeur que leur donnent les représentants directs du pouvoir bourgeois**. Qui les interprète de façon libérale ou à la lettre, risque de se trouver en dehors d'elles et donc d'être poursuivi, arrêté, matraqué ou fusillé par les forces de l'ordre - de l'ordre bourgeois, s'entend.

Cinquièmement, la protestation sociale contre les conséquences les plus brutales de la domination bourgeoise démontre à nouveau l'**impossibilité du mode de production capitaliste de se transformer en un autre mode de production, en un autre pouvoir politique et donc en une autre société**. Cette impossibilité ne vient pas de l'arrogance des multinationales, de la brutalité des affairistes, de l'inconscience des dirigeants, des préjugés racistes ou religieux; elle découle de la structure économique fondamentale du capitalisme. Capital et travail salarié sont les deux piliers de la société bourgeoise; le capital domine la société et par conséquent la classe bourgeoise qui a la propriété du capital est la classe dominante. Jour après jour, le capital extorque aux travailleurs salariés au cours de leur activité productive le sur-travail (temps de travail non payé) qui se transforme en plus-value, c'est-à-dire en profit nécessaire à sa reproduction et à son expansion. Il ne peut faire autre chose que produire et reproduire cette situation qui est sa condition d'existen-

ce. En proportion de son développement, augmentent les conséquences désastreuses que tout le monde connaît: richesse d'un côté, pauvreté, misère, mort de l'autre. Il n'existe pas de force qui puisse lui faire prendre une autre direction: ni le libéralisme, ni le réformisme, ni le faux communisme soviétique ou chinois ne l'ont fait.

Bien qu'il connaisse périodiquement des crises de plus en plus profondes et générales, des guerres de plus en plus étendues et destructrices, **le capitalisme ne s'arrêtera jamais tout seul**, et il n'y a pas de mouvement démocratique, légaliste et pacifiste qui puisse (en supposant qu'il le veuille) en arrêter le cours. Sans doute lui est-il possible de trouver des palliatifs, des solutions provisoires, qui ont un effet temporaire. Mais le fossé entre les classes, le fossé entre une poignée de possédants et les 3/4 de l'humanité plongés dans la misère, comme le fossé entre les pays capitalistes industrialisés et les pays à la traîne du développement capitaliste, ne font que se creuser, signe de l'aggravation inexorable des contradictions internes du système capitaliste. **Le capitalisme n'est pas réformable, mais comme le soutenait Marx, il doit être détruit et remplacé par un autre mode de production et une autre société, centrés sur la satisfaction des besoins humains et non plus sur la recherche du profit**.

Sixièmement, les prolétaires doivent enfin tirer la leçon politique de la situation actuelle.

Il y a dans la société une force sociale capable de s'opposer avec succès à la domination de la bourgeoisie: c'est le **prolétariat**, la seule classe qui n'a rien à gagner dans la survie du mode de production capitaliste, de la propriété privée des moyens de production et de l'appropriation privée du produit social ou dans le développement du capital financier. Mais le prolétariat, historiquement opposé aux classes bourgeoises et pré-bourgeoises, ne peut devenir une classe réellement active que si elle sépare son sort, ses objectifs, ses revendications, de ceux de toutes les autres classes de la société; c'est-à-dire si elle se reconnaît comme classe distincte et opposée, en s'organisant de façon indépendante de toute autre classe et de toute institution ou appareil existant pour la défense intransigeante de ses intérêts exclusifs.

La lutte indispensable aux prolétaires même pour leur survie, ne peut être efficace si elle se limite à la sphère individuelle, si elle

se plie aux besoins économiques de l'entreprise ou du pays, si elle respecte les exigences de paix sociale constamment mises en avance par la bourgeoisie. La lutte prolétarienne peut obtenir des résultats et s'étendre dans les rangs ouvriers qu'à la condition d'unir concrètement les prolétaires dans la défense de leurs intérêts communs immédiats, par des moyens et des méthodes classistes, c'est-à-dire indépendants des intérêts patronaux ou nationaux.

Et la solidarité entre prolétaires est une force véritable contre le capitalisme dans la mesure où c'est une solidarité de lutte, qui s'exprime et qui contribue à la lutte.

LES PROLÉTAIRES DOIVENT RELEVER LA TÊTE ET ENTRER EN LUTTE POUR LEURS INTÉRÊTS QUI LES RÉUNISSENT DANS LE MONDE ENTIER

Prolétaires,

Se poser les problèmes du SIDA en Afrique, de la famine dans les pays pauvres, de la mortalité des enfants dans les pays du Sud, des millions de réfugiés, des désastres écologiques et de la concurrence capitaliste de plus en plus déchaînée, est logique à une époque où existe la possibilité d'information sur ce qui se passe aux quatre coins du globe et seule l'insensibilité au sort des êtres humains rend de larges couches de population des pays riches indifférentes à ces questions. Mais l'information qui est diffusée par les télévisions, les radios, les journaux ou l'internet, est entre les mains de la classe dominante qui la dirige, la confectionne, la diffuse, la contrôle ou la cache selon ses intérêts. Et, étant donné l'incapacité fondamentale de ces mouvements à résoudre ces questions, il n'y a pas de doute que **la classe dominante a tout intérêt que nous nous préoccupions de la faim du monde plutôt que de la lutte ouvrière réelle pour défendre nos conditions de vie et de travail dans le baignoire capitaliste**. En effet seule cette lutte ouvrière peut s'opposer efficacement et réellement au capitalisme et à la bourgeoisie.

Ce que recherche avant tout la classe bourgeoise, c'est prévenir la reprise de la lutte ouverte entre les classes qui seule peut donner naissance à un mouvement social véritablement anticapitaliste et antibourgeois. Etant donné que les contradictions du capitalisme débouchent inévitablement sur des protestations et des oppositions, la classe

LA LUTTE PROLÉTARIENNE ANTI- CAPITALISTE DOIT ÊTRE INTERNATIONALE ET MONDIALE!

dominante préfère de loin se trouver face à des mouvements qui, comme l'«antimondialisation», réclament plus de démocratie, plus d'équité, plus d'attention envers les malheureux, moins de brutalité de la part des grandes entreprises, que face à une opposition prolétarienne. Pourquoi? Parce que les mouvements d'opinion, les mouvements démocratiques, même s'ils recourent à des actions violentes sont toujours, tôt ou tard, récupérables - comme l'ont démontré les mouvements soixante-huitards ou les mouvements de lutte armée des années soixante-dix. Le mouvement prolétarien de classe, lui, n'est pas récupérable, comme l'ont démontré les luttes révolutionnaires de 1848 dans les capitales européennes, de la Commune de Paris et de l'octobre bolchevique; pour le vaincre la bourgeoisie démocratique a dû utiliser non seulement les armes de la propagande, de la corruption économique, de la trahison des chefs, mais elle a dû surtout passer par les armes des millions de prolétaires, véritable hécatombe ignorée des médias et des professeurs.

On nous dira que c'est là de l'histoire ancienne, qu'aujourd'hui les choses sont différentes, qu'il y a plus de démocratie, plus de culture, plus de ressources et même Internet!

Rien n'est plus faux! Comme tout capitaliste, les multinationales tirent leurs gigantesques profits d'une seule source: l'exploitation du travail salarié, l'extorsion de plus-value par du temps de travail non payé. Ce sont les prolétaires salariés qui sont la source de toute la richesse capitaliste, de tous les profits. Et tant que la bourgeoisie réussira à maintenir sa domination non seulement économique, mais aussi politique, idéologique et militaire sur les prolétaires du monde, cette source sera «intarisable».

La richesse accumulée par la bourgeoisie en deux cent ans de capitalisme est si grande qu'aujourd'hui le chiffre d'affaires d'un grand trust est supérieur au produit intérieur d'un grand nombre de pays de la périphérie capitaliste. C'est grâce à cette gigantesque richesse que la bourgeoisie tient les Etats et le monde entre ses mains. Mais si la richesse capitaliste dépend de l'exploitation du travail salarié, cela signifie que le prolétariat a potentiellement la possibilité d'arrêter le flux des profits: de façon temporaire, par exemple lors d'une grève qui peut obtenir des résultats partiels si elle est menée de façon classiste, mais qui ne suffit pas encore à renverser la situation en faveur de la classe dominée; ou de façon définitive lorsque la lutte prolétarienne va jusqu'au bout, jusqu'à la lutte révolutionnaire qui renverse le pouvoir de la bourgeoisie - dictatorial même quand il se camoufle derrière un voile démocratique - et instaure à sa place le pouvoir dictatorial du prolétariat.

C'est là le spectre que redoute la bourgeoisie du monde entier: **devoir affronter comme en 1871 à Paris ou en 1917 à Petrograd et Moscou, le prolétariat révolutionnaire, enfin résolu à la lutte frontale et dirigé par son parti de classe.**

La bourgeoisie, avec deux siècles d'expérience derrière elle, sait que la méthode démocratique est la plus efficace pour obtenir le consentement des masses à sa domination. Mais elle sait aussi que les contradictions qui naissent continuellement dans sa société mettent et mettront en mouvement les diverses couches sociales, et pas seulement la classe ouvrière. La frénésie et la glotonnerie des représentants du capitalisme développé sont telles que dans certaines situations, même en l'absence de tout danger révolutionnaire véritable (à la différence de l'Italie et de l'Allemagne après la première

guerre mondiale), le contrôle social par la méthode démocratique ne permet pas un rythme d'enrichissement et d'accumulation capitaliste suffisant, et il faut recourir à la méthode de la dictature ouverte et militaire: cas de nombreux pays d'Amérique Latine, d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Asie, ou, il n'y a pas si longtemps en Europe, de l'Espagne, du Portugal ou de la Grèce. Dans tous les cas, l'objectif est le même: contrôle social et soumission du prolétariat aux exigences de cette grande entreprise qu'est le capitalisme.

La démocratie à dose massive, surtout en termes d'idéologie et de propagande, n'exclut pas la répression, la dictature militaire, la méthode fasciste, selon les situations et le rapport de forces entre les classes sociales, entre prolétariat et bourgeoisie. D'ailleurs toute une série de fait montrent que les démocraties se sont progressivement «fascisées» après leur victoire sur les Etats fascistes lors de la seconde guerre mondiale: concentration toujours plus accentuée du capital, impuissance toujours plus grande des institutions démocratiques face à la puissance économique des grands groupes industriels et bancaires, militarisation croissante du territoire, le processus d'intégration des syndicats dans l'Etat, le collaborationnisme des classes généralisé à tous les niveaux, Plus se rapprochent des périodes difficiles, et plus le **blindage** de la démocratie révèle la réalité de **la dictature de la classe dominante bourgeoise.**

Par sa condition de sans-réserve et de producteur de la richesse sociale, par sa condition de classe historiquement opposée à la classe bourgeoisie sur le plan des intérêts immédiats comme généraux, par sa présence dans tous les pays du monde, par sa tradition classiste et révolutionnaire, le prolétariat est la seule classe révolutionnaire, la seule classe qui a un programme révolutionnaire, une perspective qui signifie la disparition de toute société divisée en classes (et en particulier de la société bourgeoise), la doctrine du socialisme scientifique qui ne se limite pas à expliquer le fonctionnement du capitalisme, mais explique surtout où il conduit et pourquoi. Ce programme révolutionnaire, cette doctrine du socialisme scientifique et la tradition classiste du mouvement ouvrier et communiste s'incarnent dans le parti de classe du prolétariat, sans lequel il est impossible de remporter la victoire contre la bourgeoisie.

Mais pour que le prolétariat retrouve son parti, il lui faudra émerger de la torpeur pluri-décennale qui le paralyse, il lui faudra se débarrasser des chaînes démocratiques et collaborationnistes qui le lient au pouvoir bourgeois, il lui faudra recommencer à agir en tant que classe qui prend son sort entre ses mains, qui se place sur le terrain de l'affrontement ouvert avec la bourgeoisie, en totale indépendance politique et pratique de tous les appareils de la coexistence entre les classes.

Prolétaires,

Il faut retrouver le courage d'oser: **dire non aux exigences de l'entreprise, dire non au primat du marché, dire non au chantage à l'emploi, dire non aux négociations qui ne mettent pas au premier plan la défense du salaire et de la réduction de la journée de travail, dire non aux divisions entre travailleurs immigrés et travailleurs autochtones, dire non aux abus des chefs et sous-chefs, des patrons et de leurs larbins, dire non à la collaboration avec les patrons et avec les institutions bourgeoises.**

Prolétaires,

Votre avenir est entre vos mains: vous devez trouver le courage de relever la tête et de reprendre la voie de la lutte classiste en se débarrassant des illusions réformistes, gradualistes, collaborationnistes, pacifistes qui depuis de longues années empêchent de voir la réalité en face: aucun industriel, aucun puissant, aucun gouvernement bourgeois, aucun parlement

démocratique, aucune institution bourgeoise nationale ou supra-nationale ne feront rien de sérieux en faveur de vos conditions de vie!

L'amélioration la plus minime, l'atténuation de la dégradation des conditions de vie et de travail sont le résultat de la lutte. C'est la lutte prolétarienne qui a abouti autrefois à une série d'améliorations au niveau des salaires, de la sécurité sociale, du code du travail, des retraites, que la bourgeoisie reprend aujourd'hui petit à petit. C'est grâce à l'organisation classiste - comme la CGT du début du siècle - que les prolétaires ont pu mettre sur pied leur défense et leur solidarité, que le collaborationnisme a détruit en livrant à la bourgeoisie la classe ouvrière paralysée et démoralisée.

Avant même le poste de travail, le salaire doit redevenir la première revendication de la lutte. La réduction drastique de la journée de travail et en conséquence le refus des heures supplémentaires, doivent devenir les autres revendications de base de la lutte immédiate de tous les prolétaires. La lutte contre toutes les discriminations salariales et autres entre immigrés et autochtones doit caractériser la solidarité prolétarienne. La lutte contre toutes les brimades et les injustices, au travail comme dans la vie quotidienne, doit redevenir l'élément qui fait le lien entre la lutte immédiate et la lutte plus générale du prolétariat contre les capitalistes et leur appareil de pouvoir.

Si les prolétaires ne recommençaient pas à lutter sur ce terrain, ils n'auraient jamais la possibilité de lutter sérieusement pour des objectifs plus importants, à un niveau moins immédiat et plus politique. Par exemple, la lutte contre la domination des

multinationales, contre l'exploitation bestiale dans les pays pauvres, contre les ravages de l'environnement, etc., pourra être autre chose qu'une illusion à la condition que les prolétaires des pays capitalistes développés aient atteint un niveau d'organisation suffisant et une capacité de lutte telle qu'elle puisse obliger les dirigeants capitalistes à concéder aux prolétaires des pays de la périphérie capitaliste les mêmes conditions que les prolétaires des métropoles. Voilà quel est le véritable sens de la lutte de classe et de la solidarité entre les prolétaires de tous les pays. Mais pour arriver à un résultat de ce genre, il est indispensable que les prolétaires des riches pays impérialistes, pillards de la planète, ne se laissent plus entraîner par les appels au «bon fonctionnement de l'entreprise», à la «défense de nos marchandises», au «soutien de nos intérêts nationaux» qui ne sont autre chose que des appels à soutenir les intérêts du capital, les intérêts des grandes sociétés multinationales et des grands groupes financiers..

S'opposer concrètement du point de vue prolétarien à la «mondialisation» - comprise comme aggravation de l'exploitation capitaliste dans le monde entier - signifie travailler à la réorganisation classiste du prolétariat, sur le terrain des conditions de vie et de travail, donc travailler à organiser la lutte en premier lieu contre «sa» propre bourgeoisie, contre «ses» propres patrons, contre «son» propre Etat. Et, étant donné les dommages causés par le collaborationnisme aux traditions de lutte prolétarienne, ce premier objectif doit déjà être considéré comme un but grand et difficile.

Contre toutes les illusions démocratiques et petites-bourgeoises, c'est dans cette direction que travaillent les communistes révolutionnaires!

Répression lors du G8

Les médias internationaux ont relaté la brutalité de la répression contre les manifestants: un jeune a été tué par balles, de nombreux autres ont été blessés et malmenés par la police après avoir été arrêtés. Déjà, lors du sommet de Göteborg, la police suédoise avait tiré à balles réelles contre des manifestants.

La colère des manifestants contre les forces de répression de l'Etat bourgeois est légitime, mais la surprise indignée des organisateurs et des pacifistes n'est que pure hypocrisie. Lorsque Aguitton, trotskyste et dirigeant de ATTAC, déclare qu'à Göteborg, c'est la première fois depuis 50 ans (sous-entendu: depuis la fin du fascisme et le retour à la démocratie) que la police tire sur des manifestants en Europe, **il ment**: sans remonter aux affrontements d'après guerre dans différents pays d'Europe, il suffit de rappeler la répression de la manifestation du FLN à Paris le 17 octobre 1961 qui fit probablement 200 morts; en Italie au début des années soixante un gouvernement Démocrate Chrétien fit tirer sur des manifestants; si nous écartons l'Espagne, du Portugal ou de la Grèce des années 70 sous le prétexte que la sacro-sainte «démocratie» n'y était pas encore restaurée, il faudrait quand même se souvenir de la façon dont les forces de répression de la très démocratique Grande-Bretagne tiraient sur les manifestants catholiques irlandais...

Vieilles histoires? Que notre anti-mondialiste jette un coup d'oeil aux rubriques Faits Divers, et il aura vite fait de comptabiliser les cas où des policiers tirent sur des jeunes des banlieues populaires...

Les organisateurs de ces rassemblements antimondialistes dévoilent leur **attachement à l'ordre capitaliste** lorsqu'ils présentent les répressions de Göteborg et Gênes comme des faits sans précédents (causés paraît-il, dans le cas de Gênes, par la présence de néo-fascistes dans le gouvernement italien, mais alors, quid de la Suède?), qu'il serait possible d'éviter ou de condamner par l'action de la Justice; et lorsqu'ils

dénoncent l'action de **provocateurs** qui seraient infiltrés ou manipulés par la police afin de compromettre la légitime protestation **pacifique et démocratique** des manifestants.

Non, les répressions de Gênes et Göteborg, ne sont pas des faits isolés! La répression constitue l'autre face des démocraties, indispensable à leur fonctionnement: la démocratie n'est qu'une des formes de la dictature de la bourgeoisie (Lénine). Si en temps normal, quand les tensions sociales sont faibles, la violence répressive est à l'état potentiel (l'intimidation, la «peur du gendarme», le respect traditionnel des lois suffit), elle se manifestent plus ouvertement quand des manifestations commencent à gêner un peu les capitalistes. Elle apparaîtra demain dans toute sa force brutale quand des mouvements sociaux menaceront vraiment leurs actions, leurs profits, leur domination, leur Etat.

Voilà l'avertissement sans équivoque que les bourgeois ont voulu donner à Göteborg comme à Gênes, au grand scandale des réformistes et des pacifistes. Voilà aussi ce que doivent comprendre les prolétaires, non pour les dissuader de lutter, mais pour se préparer aux inévitables affrontements de demain contre les bourgeois et leurs Etats.

FASCISME, ANTIFASCISME ET LUTTE PROLÉTARIENNE

Cette nouvelle brochure, qui reprend la série d'articles parus sous le même titre dans notre journal en 1996-1997, est un utile complément à «Communisme et fascisme»: elle retrace la lutte classiste et sans compromis avec les forces démocratiques du jeune Parti Communiste d'Italie, dirigé par notre courant, contre la réaction fasciste; elle rappelle le véritable sabotage de la lutte prolétarienne par la social-démocratie, intéressée avant tout à la pacification sociale et au maintien de la démocratie bourgeoise.

Brochure «Le Prolétaire» n° 25
(45 pages): 10 F

A propos de Cronstadt VIOLENCE, TERREUR, DICTATURE, ARMES INDISPENSABLES DU POUVOIR PROLÉTARIEN

(Suite de la page 1)

sens du développement des structures d'auto-organisation, de la prise des décisions par le plus grand nombre, de l'extension de la démocratie ouvrière et du pluralisme, d'une alliance avec la paysannerie qui ne se fasse pas sous la contrainte des baïonnettes». Quel tragique malheur que Lénine et Trotsky n'aient pas lu Rouge! Leur pénétrant disciple, lui, a tiré les conclusions qui s'imposent: «il est indispensable de tirer toutes les leçons de ce qui s'est passé dans les années qui ont suivi la prise du pouvoir, et de rompre avec une vision du monde qui a conduit à présenter Cronstadt comme une "tragique nécessité" ou l'armée de Makhno comme une bande de brigands antisémites. Il nous faut faire le deuil d'une telle lecture religieuse de l'histoire, qui esquive les responsabilités, par les choix qu'ils ont faits, du parti bolchevique et de ses principaux dirigeants dans la dégénérescence de la Révolution russe».

La vision du monde avec laquelle notre trotskyste appelle à rompre n'est autre que la **vision marxiste de la lutte des classes et de la dictature du prolétariat** (concept bien entendu soigneusement passé sous silence dans son article); les choix qu'il condamne en les tenant responsables de la dégénérescence de la révolution, ce sont les «choix» d'une action du parti rigoureusement en ligne avec cette conception marxiste; ce qu'il préconise, c'est le compte de fée d'une révolution démocratique, pluraliste, non-violente où tous les «courants du mouvement ouvrier» - les révolutionnaires comme les contre-révolutionnaires - auraient pu discuter tranquillement de leurs différences «idéologiques». Une telle révolution n'a jamais existé et n'existera jamais; on songe à la fameuse apostrophe d'Engels à destination des anarchistes anti-autoritaires: «Ils demandent que le premier acte de la révolution sociale soit l'abolition de l'autorité. Ont-ils jamais vu une révolution, ces Messieurs? Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit; c'est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en est; et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit maintenir cette domination par la terreur que ses armes inspirent aux réactionnaires» (2).

Lénine, de son côté, écrivait: «La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la classe nouvelle contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie dont la résistance est décuplée du fait de son renversement (ne fut-ce que dans un seul pays) et dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore dans la force de l'habitude, dans la force de la **petite production**, car malheureusement il reste encore au monde une très grande quantité de petite production; or la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie, constamment, chaque jour, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable, et vaincre la bourgeoisie est impossible sans une guerre prolongée, opiniâtre, acharnée, sans une guerre à mort qui exige la maîtrise de soi, la discipline, la fermeté, une volonté une et inflexible» (3).

Contre le grand théoricien de la social-démocratie, Kautsky, qui reprochait aux bolcheviks leurs méthodes terroristes, leur mépris de la démocratie et du pluralisme, Trotsky répliquait: «La classe ouvrière, qui

s'est emparée du pouvoir en combattant, avait pour tâche et pour devoir de l'affermir inébranlablement, d'assurer définitivement sa domination, de couper toute envie de coup d'Etat chez ses ennemis et de donner, par cela même, la possibilité de réaliser les grandes réformes socialistes. Ou alors il ne fallait pas prendre le pouvoir. La révolution n'implique pas "logiquement" le terrorisme, de même qu'elle n'implique pas "logiquement" l'insurrection armée. Quelle grandiloquente banalité! Mais la révolution exige en revanche de la classe révolutionnaire qu'elle mette tous les moyens en oeuvre pour atteindre ses fins; par l'insurrection armée, s'il le faut; par le terrorisme si c'est nécessaire. La classe révolutionnaire, qui a conquis le pouvoir les armes à la main, doit briser et brisera les armes à la main toutes les tentatives qu'on fera pour le lui arracher. Partout où elle se trouvera en présence d'une armée ennemie, elle lui opposera sa propre armée. Partout où elle se trouvera confrontée à un complot armé, un attentat, une rébellion, elle infligera à ses ennemis un châtement impitoyable».

«L'intimidation est un puissant moyen d'action politique, tant dans la sphère internationale qu'à l'intérieur. La guerre, de même que la révolution, repose sur l'intimidation. Une guerre victorieuse n'extermine en général qu'une petite partie de l'armée vaincue, mais démoralise ceux qui restent et brise leur volonté. La révolution agit de même: elle tue quelques individus, elle en effraie mille. Dans ce sens la terreur rouge ne se distingue pas en principe de l'insurrection armée, dont elle n'est que la continuation. Ne peut condamner "moralement" la terreur d'Etat de la classe révolutionnaire que celui qui rejette par principe (en paroles) toute violence, quelle qu'elle soit - et donc toute guerre et tout soulèvement. Mais il faut n'être pour cela qu'un quaker hypocrite.

"Mais alors en quoi votre tactique se différencie-t-elle de celle du tsarisme?", nous demandent les pontifes du libéralisme et du kautskysme. (...) La terreur du tsarisme était dirigée contre la prolétariat. La gendarmerie tsariste étranglait les travailleurs qui militaient pour le régime socialiste. Nos Commissions Extraordinaires [Tchekas - Ndir] fusillent les propriétaires fonciers, les capitalistes, les généraux qui s'efforcent de rétablir l'ordre capitaliste. Vous saisissez cette... nuance? Oui? Pour nous, communistes, elle est tout à fait suffisante» (4).

Et, plus loin:

«Le rôle exceptionnel que joue le parti communiste lorsque la révolution prolétarienne a remporté la victoire, est tout à fait compréhensible. Il s'agit de la dictature d'une classe. A l'intérieur de cette classe on trouve des couches diverses, des états d'esprit dissemblables, des niveaux de développement différents. Or la dictature présuppose unité de volonté, unité de direction, unité d'action. Par quelle autre voie pourrait-elle se réaliser? La domination révolutionnaire du prolétariat suppose dans le prolétariat même la domination d'un parti pourvu d'un programme d'action bien défini, et fort d'une discipline interne indiscutée. (...)

On nous a reproché plus d'une fois d'avoir substitué à la dictature des soviets celle du parti. Et cependant on peut affirmer, sans risque de se tromper, que la dictature des soviets n'a été possible que grâce à la dictature du parti: grâce à la clarté de sa vision théorique, grâce à sa forte organisation révolutionnaire, le parti a assuré aux soviets la possibilité de se transformer, d'informer les parlements ouvriers qu'ils étaient, en un appareil de domination du travail. Dans cette "substitution" du pouvoir du

parti au pouvoir de la classe ouvrière, il n'y a rien de fortuit et même, au fond, il n'y a aucune substitution. Les communistes expriment les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière. Il est tout à fait naturel qu'à l'époque où l'histoire met à l'ordre du jour ces intérêts dans toute leur étendue, les communistes deviennent les représentants reconnus de la classe ouvrière dans sa totalité» (5).

Ce qui gêne le dirigeant trotskyste dans l'analyse de Trotsky, c'est on le voit, le rappel que la lutte de classe, dirigée par le parti, doit déboucher sur l'insurrection armée, l'instauration de la dictature prolétarienne et de la terreur rouge contre les adversaires du nouveau pouvoir. Rejeter ouvertement et publiquement cette analyse, affirmer avoir fait définitivement le «choix» du pluralisme, du pacifisme, de la démocratie, ce n'est pas choisir une autre méthode révolutionnaire, douce et sans douleurs, car cette méthode n'existe pas - et L.A. ne se soucie d'ailleurs pas de prétendre le contraire; c'est tout simplement affirmer avoir définitivement choisi de renoncer à la lutte révolutionnaire et prendre place parmi la cohorte innombrable des réformateurs sociaux dont la fonction est de **protéger** l'ordre bourgeois en détournant les prolétaires de la lutte révolutionnaire. Ce «choix» - qui est en réalité la conséquence inévitable de son manoeuvrisme congénital et de ses fausses orientations politiques - le courant trotskyste dans son ensemble l'a fait depuis bien longtemps; mais alors qu'il y a 25 ou 30 ans, dans une période de relative effervescence sociale, la **phrase** révolutionnaire, ronflante mais creuse, était indispensable pour attirer les éléments combattifs déçus par les grandes organisations réformistes, elle est aujourd'hui un repoussoir pour les petits bourgeois insatisfaits, fondamentalement conservateurs même quand ils se disent «antimondialistes», qui ne rêvent que d'accéder à la mangeoire capitaliste. A destination de ces milieux qui constituent plus particulièrement le vivier et la clientèle de la LCR, il faut une démagogie démocratique et non plus marxiste (6).

LE CCI: QUE LA RÉVOLUTION AURAIT ÉTÉ BELLE SI ELLE S'ÉTAIT LAISSÉE ÉCRASER!

De son côté le CCI a publié sur «Révolution Internationale» deux articles traitant de ce thème: «La répression de Kronstadt en mars 1921, une erreur tragique du mouvement ouvrier» et «Contre les thèses anarchistes, les leçons tirées par la Gauche communiste» et deux autres dans sa «Revue Internationale»: «Comprendre la défaite de la révolution russe, 2. 1921: le prolétariat et l'Etat de transition» et «Comprendre Kronstadt» (7).

Même si il prétend combattre les positions anarchistes, le CCI démontre une nouvelle fois qu'il est cent fois plus proche des conceptions libertaires que de la conception marxiste: c'est pourquoi sa critique des thèses anarchistes ne peut être que **superficielle**. D'ailleurs «Révolution Internationale» affirme d'emblée que: «Il ne fait aucun doute que de nombreux anarchistes avaient raison dans leurs critiques envers la Tchéka (la police politique du parti) et l'écrasement de Kronstadt».

Après avoir ainsi donné raison sur l'essentiel de la question à de «nombreux anarchistes» - en laissant cavalièrement de côté ceux qui, comme les anarchistes italiens refusèrent de prendre fait et cause pour les insurgés: peut-être étaient-ils trop contaminés par le marxisme? (8) - «R.I.» leur reproche de n'offrir «aucun cadre pour comprendre la signification historique de tels événements»; en effet l'anarchiste Voline écrit dans son livre «La révolution inconnue»: «(...) Kronstadt est un phare lumineux qui éclaire la bonne route. (...) Une fois l'entière liberté de discussion, d'organisation et d'action définitivement acquise par les masses laborieuses elles-mêmes, une fois le vrai chemin de l'activité populaire indépendante entrepris, le reste viendra s'enchaîner

obligatoirement, automatiquement» (9).

Après avoir cité ce passage bien typique des conceptions interclassistes, démocratiques et spontanistes des anarchistes, tout ce que «R.I.» trouve à lui reprocher, c'est que «même si la révolte s'était étendue à toute la Russie, même si Kronstadt avait gagné», le problème crucial de l'isolement international n'aurait pas été résolu. Il y a là, ajoute doctement le journal, une «sous-estimation des difficultés et de la nécessité de l'extension rapide du processus révolutionnaire» qui est «un véritable poison pour la conscience du prolétariat qui lui masque le premier des enseignements de Kronstadt, à savoir que toute révolution qui reste isolée dans un seul pays est irrémédiablement vouée à l'échec». Le problème de l'extension de la révolution est sans aucun doute crucial. Mais «R.I.» se garde bien de répondre à la question de savoir quelle était la meilleure alternative non seulement pour le prolétariat et la révolution russes, mais même pour la révolution internationale: l'extension et la victoire de la révolte ou la victoire du pouvoir bolchevique? Dans la **lutte armée** qui opposa les insurgés de Cronstadt et les volontaires de Toukhatchevsky, de quel côté se place le CCI?

La thèse centrale de Voline, résumée quelques lignes au-dessus du texte cité, est que Cronstadt était le premier pas vers la troisième révolution, vers la véritable révolution sociale, alors que les bolcheviks, marxistes autoritaires indécrottables, étaient des oppresseurs embourbés «dans une action anti-révolutionnaire et antisociale». Si on veut combattre les positions anarchistes, c'est cette thèse-là qu'il faut discuter et réfuter, en raison surtout de toute la propagande bourgeoise anticommuniste qui s'appuie sur les atrocités stalinienne pour disqualifier les bolcheviks, le marxisme, la révolution. Or, de cette thèse centrale, l'article censé démolir les thèses anarchistes, ne dit rien. Nous allons voir que ce n'est pas le fait du hasard si le CCI n'arrive pas à faire la critique de l'anarchisme et s'il ne répond pas ouvertement aux questions ci-dessus.

LES FAUSSES LEÇONS DU CCI

Selon le CCI les véritables leçons de Cronstadt ont été tirées par la «Gauche communiste» et il accuse même «le courant bordiguiste» de passer «par dessus la tradition à laquelle il prétend appartenir». Pour preuve, tout en reconnaissant avec regret que ces militants n'aient «pas encore (sic!) rejeté la formule de "dictature du parti"», il produit un passage d'un article d'«Octobre» n°2 de 1938 où il est écrit:

«Des circonstances se produisent où un secteur prolétarien - et nous concédons même qu'il ait été la proie inconsciente de manoeuvres ennemies - passe à la lutte contre l'Etat prolétarien. Comment faire face à cette situation? En partant de la question principielle que ce n'est pas par la force et la violence qu'on impose le socialisme au prolétariat. Il valait mieux perdre Kronstadt que de la garder au point de vue géographique alors que substantiellement cette victoire ne pouvait avoir qu'un seul résultat: celui d'altérer les bases mêmes, la substance de l'action menée par le prolétariat» (10).

Nous nions absolument que cette position fasse partie de notre «tradition»: elle fait partie des positions erronées, en **rupture** avec les authentiques positions marxistes de la Gauche communiste, qui sous la pression des difficultés d'une situation extrêmement défavorable, se sont peu à peu fait jour au sein de la «Fraction»; le CCI s'est jeté sur les faiblesses et les reculs des militants de notre courant dans l'émigration et il les présente comme des avancées et des acquis. Les insurgés de Cronstadt réclamaient sur le plan politique «les soviets sans les bolcheviks», c'est-à-dire le renversement du gouvernement bolchevik et le retour des partis qui dominaient avant la révolution dans les soviets (et qui avaient combattu la révolution). Milioukov, le chef de la contre-révolution bourgeoise, déclara soutenir cette insurrection et ce mot d'ordre: les bourgeois sérieux

comprenaient parfaitement que ce qui était vraiment en jeu à Cronstadt au-delà des illusions et des discours, c'était le sort même de la révolution d'Octobre (11). La perte de l'île forteresse aurait signifié la perte de Petrograd et une menace mortelle sur Moscou et ce qui serait resté de la Russie révolutionnaire. Bien autre chose qu'une perte purement géographique d'une portion de territoire! Dans ces conditions affirmer que le respect des principes est plus important que la perte de Cronstadt, que la perte de la révolution, revient à reconnaître que **ces principes ne sont pas révolutionnaires**.

Ces principes, tels que le CCI - et non la «Gauche communiste» - les a imaginés, sont les suivants: - Pas de rapport de violence au sein de la classe ouvrière. - La dictature du prolétariat n'est pas celle d'un parti. - La dictature du prolétariat n'est pas l'Etat.

Expression de l'incorrigible confusion théorique de leurs auteurs, ces «principes» sont le reflet de l'horreur libertaire envers les incontournables nécessités de la lutte de classe poussée jusqu'à sa phase extrême, jusqu'à la révolution et la guerre civile. Si par malheur ces principes et les organisations et partis qui les respectent étaient encore influents aux moments décisifs, cela ne pourrait conduire qu'à l'échec de la révolution ou à la chute du pouvoir prolétarien. Voyons un peu.

Les rapports de violence au sein de la classe ouvrière ne sont pas une invention des bolcheviks ou des «bordiguistes». De façon plus ou moins ouverte selon les situations ils existent, que les rédacteurs du CCI le veuillent ou non, en s'exerçant **contre** les prolétaires d'avant-garde tant que la classe bourgeoise reste la classe dominante, tant que le mode de production capitaliste qui place les prolétaires dans un rapport de soumission, n'est pas supprimé. La bourgeoisie combat les révolutionnaires en lançant contre eux ses esclaves salariés, en mobilisant des prolétaires politiquement inconscients, poussés par le besoin de se nourrir et de nourrir leur famille. Lors de la guerre civile, les blancs avaient organisé un détachement de volontaires ouvriers de l'Oural qui combattaient l'armée rouge.

Le prolétariat ne peut se constituer en classe et donc ensuite, après la révolution, en classe dominante - pour reprendre l'expression marxiste - qu'à l'issue d'une **lutte politique tenace en son sein** contre les influences bourgeoises portées par différentes institutions, organisations et partis prétendument «ouvriers», lutte qui ne peut pas ne pas comporter des épisodes d'affrontements et de violence. Il faut en avoir clairement conscience et en avertir les prolétaires d'avant-garde au lieu de les endormir par des jérémiades kautskystes contre la violence dans le prolétariat qui en détruirait l'unité, la solidarité, la cohésion et engendrerait la démoralisation, le désespoir. C'est au contraire la renonciation, **par principe**, à utiliser la violence y compris contre des prolétaires que la bourgeoisie utilise contre la révolution ou la lutte de classe - que ce soit pour briser une grève, pour faire échec à la lutte révolutionnaire ou pour ébranler le pouvoir prolétarien - qui **désarme** littéralement le prolétariat, le démoralise et le voue à la défaite.

Il est faux d'écrire que c'est l'utilisation de la violence et la répression de l'insurrection armée de Cronstadt qui «a constitué un affaiblissement du bastion prolétarien» et a hâté «la dégénérescence de la révolution». Cronstadt et les insurrections paysannes de cette période, ont montré aux bolcheviks que l'alliance avec la paysannerie qui avait permis la victoire de la **révolution double** (anti-féodale et anti-bourgeoise, paysanne et prolétarienne), était sur le point de se rompre. Pour ne pas succomber, il fallait reculer, abandonner le dit «communisme de guerre», faire des concessions à la paysannerie, rétablir la liberté de commerce, s'efforcer de contrôler le développement du capitalisme qui en était la conséquence - en attendant l'éclatement de la révolution socialiste dans les pays capitalistes développés d'Europe occidentale qui était la **clé de tous les pro-**

blèmes.

Ce qui posait des problèmes particulièrement difficiles, c'était que le pouvoir prolétarien, confiné à la seule Russie, était obligé de composer avec la majorité paysanne de la population dont les aspirations et les intérêts de classe étaient étrangers au socialisme. Tant qu'il s'était agi de renverser le tsarisme, de liquider les survivances féodales, d'empêcher le retour des grands propriétaires, l'alliance avec la paysannerie avait tenu bon, en dépit de toutes les inévitables et dramatiques oscillations des diverses couches au cours des épisodes de la guerre civile. Mais dès que la menace des blancs s'estompait, les paysans, qu'ils soient à la ferme ou sous l'uniforme, montraient leur impatience, qui se transformait souvent en hostilité, envers les contraintes que faisaient peser sur eux les prolétaires des villes, leur parti et leur gouvernement. S'il ne voulait pas être submergé, le «bastion prolétarien», tout en faisant à l'extérieur tous ses efforts pour tenter d'accélérer la maturation de la révolution socialiste internationale, ne pouvait pas ne pas réprimer les insurrections à base paysanne et petite-bourgeoise. Mais les bolcheviks étaient parfaitement conscients que la solution ne pouvait être militaire, ne serait-ce que parce que les paysans étaient majoritaires dans l'Armée Rouge! Il ne leur était jamais venu à l'esprit d'imposer par la violence le socialisme aux dizaines de millions de moujiks qui ne pouvaient aller que vers le capitalisme: une telle absurde tentative n'aurait pu se conclure que par la révolte généralisée de la paysannerie et le renversement du pouvoir prolétarien.

Si la révolution socialiste avait vaincu dans l'Occident capitaliste, le transfert massif de moyens de production aurait pu permettre de **brûler les étapes** de l'évolution économique de la Russie arriérée, mais la transition au socialisme n'aurait pu malgré tout y être ni immédiate ni très rapide.

A fortiori l'absence ou le retard de cette révolution plaçait le pouvoir prolétarien dans une situation critique, en le condamnant à de périlleux compromis avec les classes paysannes et petites bourgeoises, en le laissant face à cet océan de la petite production qui créait à chaque instant le capitalisme, pour reprendre la formule frappante de Lénine. Voilà la cause objective véritable de l'affaiblissement du pouvoir prolétarien, de sa dégénérescence, de son involution jusqu'à sa disparition totale: l'obligation de gérer le développement capitaliste en espérant pouvoir l'orienter en direction de la grande production d'Etat afin d'en garder le contrôle. En dépit des dangers de l'entreprise, Lénine était convaincu qu'il était possible de tenir vingt ans, temps suffisant pour que mûrissent les révolutions prolétariennes en Occident, pourvu que de bons rapports soient maintenus avec la paysannerie - sinon c'était un demi-siècle de souffrances sous la terreur blanche. On sait ce qu'il advint: le pouvoir prolétarien ne fut pas renversé par la rupture de l'alliance avec la paysannerie, mais de l'intérieur, par le développement du capitalisme qui s'empara de tous les contrôles, s'assujettit l'Etat, le parti, toutes les institutions soviétiques.

Incapables de comprendre la portée de ce drame historique, incapables de discerner les grandes forces économiques et sociales à l'oeuvre, incapables de s'apercevoir de la situation particulière dans laquelle se trouvait la révolution russe, les trotskystes, les libertaires de tout poil, le CCI y compris, n'ont pu et ne peuvent proposer que des petites recettes impuissantes, à base de règlements constitutionnels et juridiques, de démocratie, qu'ils voudraient voir appliquer de manière générale, dans toutes les révolutions prolétariennes! Comme antidotes au risque de contre-révolution, ils prescrivent moins d'Etat, moins de parti, moins de violence, plus de démocratie, plus de démocratie ouvrière dans la société et dans le parti!

Selon le marxisme de telles recettes équivalent à une **autolimitation** de la force prolétarienne, à un **affaiblissement** du prolétariat et de son pouvoir au moment où la lutte entre les classes est la plus acharnée: autant

dire qu'elles ne peuvent donc que faire le jeu de la contre-révolution, indépendamment des intentions de leurs auteurs.

(Suite au prochain numéro)

(1) cf «80 ans après Cronstadt, le mythe de la "tragique nécessité"», Rouge n° 1916, 29/3/1. Cet article était publié dans une rubrique appelée «Controverses» et une réponse lui succéda quelques semaines plus tard, mais il n'est pas douteux qu'il exprime l'état d'esprit dominant dans la LCR.

(2) cf Engels, «De l'autorité», 1875. Cet article ayant été publié en italien, nous l'avons traduit du recueil K. Marx, F. Engels, «Critica dell'anarchismo», Einaudi 1974. Il n'est peut-être pas sans intérêt de signaler que les Ed. de Moscou, devant les préoccupations antiterroristes de «Rouge» ou du CCI, ont corrigé Engels en remplaçant dans leur traduction le terme «terreur», par «peur»... La vieille traduction du «mouvement Socialiste» (1913), reprise par les Ed. Spartacus dans «Marx-Engels. Textes sur l'organisation» (1972) est plus correcte.

(3) cf Lénine, «La Maladie infantile...», O.C., T. 31, p. 17.

(4) cf Trotsky, «Terrorisme et communisme», Ed. Prométhée, p. 67.

(5) Ibid., p. 119.

(6) C'est pourquoi le trotskyste qui lui répond sur un n° ultérieur («L'Actualité du bolchevisme», Rouge n° 1921, 3/5/1) ne peut tirer que cette conclusion banale qui réduit les révolutionnaires et leur parti à un rôle d'éclaireur des consciences et de donneur de conseils: «Le bolchevisme consiste en la volonté d'armer politiquement les travailleurs pour leur permettre de prendre et d'exercer eux-mêmes le pouvoir». Serait-ce un sous-marin du CCI?

(7) cf «Révolution Internationale» n° 310 (mars 2001) et «Revue Internationale» n° 100 (1er trimestre 2000) et n° 104 (1er trimestre 2001) où se trouve une critique de l'article «Cronstadt: une tragique nécessité», paru sur «Programme Communiste» n° 88. Les citations que nous produisons sont tirées de ces 4 articles, sans que nous indiquions à chaque fois la provenance précise.

(8) voir «L'Umanita Nuova», l'organe des anarchistes italiens, du 23/3/21, cité dans «Bilan d'une révolution», Texte du P.C.Int. n° 9, p. 97-98.

(9) cf Voline, «La révolution inconnue», Ed. Belfond 1972, Tome III, p. 30.

(10) «Octobre» était l'«Organe du Bureau International des Fractions de la Gauche Communiste», comprenant la «Fraction belge» et la «Fraction italienne»; il avait succédé à «Bilan». Le CCI indique que cet article était l'oeuvre de la Fraction italienne.

(11) L'historien américain Paul Avritch, sympathisant anarchiste et hostile aux bolcheviks, a publié dans son ouvrage sur Cronstadt des documents attestant l'activité secrète des Blancs, en particulier un «Mémorandum sur le problème de l'organisation d'une révolte à Cronstadt» du «Centre national» (coalition des contre-révolutionnaires bourgeois, organisée dans l'émigration) appa-

remment rédigé au début de 1921 à destination du gouvernement français. On peut y lire qu'«il existe des conditions exceptionnellement favorables pour le succès d'une révolte à Cronstadt: 1) la présence d'un groupe extrêmement compact d'organiseurs énergiques de la révolte; 2) une tendance correspondante à la rébellion parmi les marins; 3) l'étroitesse de la zone d'opérations, délimitée par le périmètre restreint de Cronstadt, qui assurera le succès total de la révolte; 4) la possibilité de préparer la révolte en parfait secret, assurée par le fait que Cronstadt est isolée de la Russie et par l'homogénéité et la solidarité des marins». Mais les auteurs écrivent que si la révolte échouait à cause du manque d'appui militaire et moral, «nous aurions une situation où le pouvoir soviétique ne serait pas affaibli, mais renforcé et ses ennemis discrédités». Dans ces conditions «les organisations anti-bolcheviques russes devraient affirmer qu'elles n'apporteront aucune contribution au succès de la rébellion de Cronstadt si elles n'ont pas la pleine assurance que le gouvernement français a décidé d'accomplir les pas nécessaires à cet objectif» (suivent une série de demandes de financement, de promesse de fournir du ravitaillement aux insurgés et d'envoyer des navires de guerre). Puis ils ajoutent: «il ne faut pas oublier que même si le commandement français et les organisations russes anti-bolcheviques ne participaient pas à la préparation et à la direction de la révolte, celle-ci aura lieu tout de même à Cronstadt au prochain printemps, mais, après une courte période de succès, elle sera condamnée à la défaite. Et cela renforcera grandement le prestige du pouvoir soviétique et enlèvera à ses ennemis une rare occasion - qui probablement ne se répétera pas - de s'emparer de Cronstadt et d'infliger au bolchevisme un coup terrible dont il ne serait pas capable de se relever» cf P. Avritch, «Kronstadt 1921», Mondadori Editore 1971, p. 223, 225-226. Avritch cite divers indices indiquant que le gouvernement français avait répondu positivement à ces demandes, que pendant l'insurrection il s'était maintenu en contact permanent avec le «Centre national», qu'il avait fait appareiller des navires de guerre, débloqué une importante somme d'argent, etc.; mais la révolte avait éclaté trop tôt, avant la fonte des glaces qui aurait pu permettre aux impérialistes français et aux Blancs de faire parvenir ces aides aux insurgés.

Ces agissements dans l'ombre des forces bourgeoises ne signifient pas qu'elles ont effectivement organisé la révolte et encore moins que les insurgés, mécontents de leurs conditions de vie, étaient conscients de ces manoeuvres et du sens réel de leur mouvement; au contraire si les dirigeants (qui après la défaite rejoindront les Blancs) employaient un langage «révolutionnaire» et «soviétique», c'était bien évidemment parce que ce langage correspondait à l'état d'esprit de la masse des marins. Mais ces agissements démontrent que le sens de classe de l'insurrection et les enjeux de celle-ci étaient parfaitement clairs pour les bourgeois qu'ils ne sont aujourd'hui pour le CCI et tous les libertaires...

NOUVELLE PUBLICATION

COMMUNISME ET FASCISME

Le volume n° 1 de la série «Textes du Parti Communiste International» vient d'être réédité. Outre une longue introduction qui rappelle, par contraste avec l'attitude du parti communiste d'Italie dirigée par la Gauche, les oscillations du parti allemand face au mouvement nazi et aux suggestions démocratiques, cette brochure contient une série de textes importants de l'époque, documentant les prises de position et les analyses de notre courant sur le fascisme: articles d'«Il Comunista» et de «Rassegna Comunista» et les rapports d'A. Bordiga sur le fascisme aux I Ve (1922) et Ve Congrès (1924) de l'Internationale. En annexe est reproduit le rapport de Gramsci au C.C. du P.C. d'I. (août 24).

Textes du P.C.Int. n° 1 (140 pages): 45 F

AUSCHWITZ OU LE GRAND ALIBI: CE QUE NOUS N'IONSET CE QUE NOUS AFFIRMONS

La brochure reprend les différents articles parus depuis 1996 sur notre journal en réponse aux attaques contre notre texte «Auschwitz ou le grand alibi», publié pour la première fois en 1961 sur notre revue théorique «Programme Communiste». Le lecteur y constatera que la polémique contre cet article est en réalité une attaque ouverte contre le marxisme. Quelle soit menée par des partisans déclarés de la démocratie bourgeoise ou par de prétendus communistes, cette attaque reprend les mêmes arguments et vise au même résultat: dénier au marxisme authentique, non révisé ou mis au goût du jour, la possibilité d'expliquer l'histoire et par conséquent de guider le prolétariat dans sa lutte anti-capitaliste.

Brochure «Le Prolétaire» n° 26
(45 pages): 10 FF

Les travailleurs d'AOM- Air Liberté menés en bateau

Le mauvais feuilleton d'AOM-Air Liberté se poursuit. La solution de reprise qui a été retenue est, selon les médias, celle qui garantissait le plus l'emploi des travailleurs. Les services du ministre «communiste» Gayssot se seraient démenés pour que les intérêts du personnel passent au premier plan, avant les intérêts des actionnaires ou de Swissair.

S'il est difficile de se faire une idée précise des négociations qui ont eu lieu et qui se déroulent encore, la fragilité du plan Corbet de reprise de la compagnie est évidente; les capitaux nécessaires à sa viabilité n'ont pas encore été réunis, circonstance qu'ont utilisé les patrons de Swissair pour obtenir la garantie qu'il n'y aurait pas de poursuite judiciaire avec leur chantage au versement de l'argent promis: 300 millions de francs ont été alors versés, sur les 1,3 milliards au total qu'en théorie la compagnie suisse devra verser. Quel sera l'avenir réel de la nouvelle compagnie? Personne ne le sait. Pour l'instant les vols les plus rentables se déroulent sans problèmes: il aurait été catastrophique pour les patrons, nouveaux ou anciens, de perdre la saison d'été.

Le plus important pour le gouvernement et pour les bourgeois (apparemment Seillière a tiré son épingle du jeu sans déboursier un centime. Merci Gayssot) est d'éviter un conflit social ouvert. On l'a vu ailleurs, quand au lieu de licencier d'un coup tous les travailleurs on multiplie les plans sociaux, afin

de briser toute possibilité de lutte unie et d'ensemble des prolétaires. Corbet se targue de son passé de syndicaliste pour dire qu'il est soucieux du personnel; en réalité il va utiliser son passé de collaborationniste pour duper les travailleurs. Dans son discours il parle de «*trouver des critères justes et équitables [dans le choix des licenciés] de manière à ne pas repartir avec des fractures sociales fortes et avoir des gens blessés et déçus qui n'aient plus confiance*» (1): Il est certain que pour pouvoir bien travailler pour leur patron, pour se laisser exploiter sans murmures, pour être menés à l'abattoir des licenciements futurs sans protester, les prolétaires doivent avoir confiance en lui.

Mais s'ils veulent se défendre réellement, s'ils veulent cesser de se laisser mener comme des moutons, les travailleurs ne doivent avoir **aucune confiance** dans leur patron; ils ne doivent avoir confiance que dans leur propre force, dans leur propre détermination, dans leur propre combativité. Corbet, comme tous les patrons, n'est motivé que par la **recherche du profit**; tout le reste n'est que du vent. Ce profit, il n'est tiré de rien d'autre que du travail des employés, ce qui signifie que ceux-ci ont la capacité de mettre à genoux les patrons s'ils se mettent à lutter.

Les travailleurs ont entre leurs mains l'arme formidable de la grève, l'arme de l'arrêt du travail dans la période la plus profitable au patron. Ils ne doivent pas se

laisser prendre aux chantages et aux fausses promesses des bourgeois; ils ne doivent pas accepter de se laisser diviser ou paralyser par la crainte d'être sur la liste des licenciés. Même ceux qui auront la chance de conserver aujourd'hui leur emploi se verront appelés à des sacrifices pour maintenir à flot la nouvelle compagnie, en attendant de nouveaux licenciements. Ceux à qui on laisse miroiter le reclassement par Air France sont avertis: même si cela se concrétise, ils perdront tous leurs avantages (ancienneté). En outre que valent les vagues promesses d'Air France? Cette compagnie vient de reprendre Air Afrique en assurant qu'elle garderait tout le personnel. Mais immédiatement après que le Président du Sénégal ait annoncé cette promesse, Air France a démenti et déclaré qu'un plan social est inévitable. Ne voulant pas s'embarrasser des travailleurs d'Air Afrique, pourquoi Air France reprendrait ceux d'AOM - Air Liberté?

Seule la lutte collective, résolue, peut faire reculer les patrons et contraindre l'Etat à accorder des concessions substantielles. Mais au lieu d'appeler les travailleurs à se mobiliser, au lieu de renforcer leur combativité, au lieu d'appeler à la grève, les syndicats sèment l'attentisme, l'irrésolution, le chacun pour soi, n'offrent aucune autre perspective que d'attendre le résultat des négociations à huis clos avec les patrons et les représentants de l'Etat bourgeois. Au lieu de préparer la lutte ils se font les **valets du**

patron en lançant un appel... au départ volontaire des travailleurs! Et à ce que les volontaires au déclassement s'inscrivent d'urgence, faute de quoi c'est le licenciement!!! (2)

Les travailleurs ne doivent pas se laisser faire. Il faut refuser le chantage du patron et des syndicats collaborationnistes. Dans d'autres situations plus difficiles encore, les travailleurs ont montré qu'il est possible de résister et de faire reculer les patrons, à condition de ne pas suivre les «conseils» des syndicats qui se rangent du côté patronal, de ne pas reculer devant la lutte et devant son organisation indépendante.

Plus d'illusion! Seule la lutte paie!

17/8/01

(1) cf L'interview de Corbet dans «L'Humanité» du 4 août.

(2) cf dans «La Provence» du 12 août «L'appel» des syndicats. Le délégué CGT a «prévenu» que les travailleurs «doivent impérativement déposer avant le 17 août à la direction des ressources humaines une demande de volontariat au déclassement. Si cette lettre n'arrive pas à temps ils seront licenciés». 5 jours pour être volontaire à une baisse de salaire ou être viré, tel est l'ultimatum qu'annonce ce larbin syndical à la place du patron...

Les accidents du travail: une guerre non déclarée qui ne finira qu'avec la destruction du mode de production capitaliste

Au printemps dernier l'Organisation Internationale du Travail - institution internationale bourgeoise destinée à promouvoir la paix sociale - a publié des statistiques sur les accidents du travail dans le monde (à l'occasion d'une journée internationale de commémoration des morts et blessés au travail! Les bourgeois adorent verser de temps en temps une larme sur ceux qui meurent pour eux). Le nombre des accidents du travail est impressionnant: **250 millions**, qui causent **1,2 millions de morts par an** (3000 par jour). A chaque instant 160 millions de travailleurs souffrent à des degrés divers de maladies liées au travail et chaque année 900.000 nouveaux cas de maladie sont recensés. Les chiffres sont sans aucun doute nettement plus élevés car pour beaucoup de travailleurs, surtout dans les pays où la «protection sociale» est la plus faible, tomber malade ou être accidenté signifie être renvoyé sans autre forme de procès.

Le secteur le plus touché est celui des travailleurs agricoles qui a ravi ce triste record au secteur du bâtiment: chaque année 170.000 travailleurs agricoles meurent et des millions sont gravement blessés ou intoxiqués par les produits utilisés (l'OMS estime à 40.000 par an le nombre de mort due aux pesticides)

Le nombre d'accidents du travail est plus élevé dans les pays «en développement» et le taux de décès dus à ces accidents est 4 fois plus élevé au Moyen-Orient et en Asie que dans les pays capitalistes développés; dans les «pays en développement» moins de 10% des travailleurs bénéficient d'une forme de protection sociale en cas d'accident ou de maladie. Mais les accidents du travail sont également nombreux dans les pays capitalistes développés. En France la CNAM a dénombré

701.175 accidents du travail déclarés en 1999 (derniers chiffres connus), en hausse de 3,24% par rapport à l'année précédente.

Cette tendance à la hausse des accidents du travail est notée au niveau mondial par l'OIT depuis plusieurs années. Le bureaucrate de service écrit: «*Là où la mondialisation et la libéralisation avaient eu des répercussions positives sur le nombre d'emplois, la qualité de ces emplois n'a pas toujours été assurée. En clair, la mondialisation en exacerbant la concurrence que se livrent les entreprises pour obtenir des marchés a trop souvent eu des effets négatifs sur les conditions et sur la sécurité au travail*». Qu'en termes élégants ces choses-là sont dites! Le porte-parole de l'OIT continue: «*Pourtant, toutes les études en attestent, prévenir les accidents du travail profiterait non seulement aux travailleurs, mais permettrait aux entreprises d'accroître à la fois leur rentabilité et leur compétitivité*». Ce bureaucrate est payé précisément pour faire croire à la fable que, avec un peu de bonne volonté, le capitalisme peut être humain, les intérêts des prolétaires et ceux des capitalistes peuvent se concilier, et même que le capital est d'autant plus rentable qu'il prend soin de ses travailleurs!

La vérité est complètement différente. Peu importe pour les bourgeois les conséquences négatives du travail sur la santé et la vie des travailleurs. La chose qui compte pour eux avant tout est la **santé du capital**, la santé de leur entreprise, la santé de leur économie nationale. C'est la course éfrénée au profit, loi fondamentale du capitalisme «mondialisé» ou non, qui oblige les patrons à exploiter au maximum les travailleurs et à économiser sur tout ce qui regarde leur sécurité et leur santé (comme la sécurité et la santé de leurs familles qui vivent à côté des usines, respirent les fu-

mées et boivent l'eau polluée), que ce soit dans l'entreprise elle-même, dans les transports des prolétaires, dans leur logement, etc. La rentabilité et la compétitivité d'une entreprise dépend de l'exploitation de ses prolétaires, pas de leur traitement humain et social. Les patrons se soucient de prévenir les accidents du travail dans la mesure où ils risquent d'entraver la production, ou dans la mesure où ils risquent de déclencher des réactions, des luttes, des prolétaires. Si ceux-ci n'ont pas la force de se protéger de l'exploitation et de ses conséquences par la lutte quotidienne contre les capitalistes, sans se laisser arrêter par le souci de «défendre l'entreprise» ou l'économie, tous les règlements et toutes les mesures de protection sont vouées à rester lettre morte.

Les journaux qui ont reproduit les chiffres publiés par l'OIT ont souligné que **les accidents du travail tuent chaque année dans le monde deux fois plus que les guerres**.

Mais en réalité les accidents du travail font bien partie d'une **guerre** permanente que le capital livre aux prolétaires («sur le front de la production», comme auraient dit les stalinien), guerre non déclarée qui ne fait pas la une des médias ni ne suscite la réprobation des grandes consciences humanitaires parce qu'elle est le fondement de cette société. Et contre cette guerre il n'y a qu'une seule voie pour les prolétaires: s'organiser en associations de résistance immédiate et en parti politique révolutionnaire pour mener la lutte en défense exclusive de leurs intérêts de classe, commençant par la lutte défensive pour réduire l'intensité de l'exploitation avant de passer à la contre-attaque, puis à l'offensive générale pour détruire l'infâme mode de production capitaliste.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

3e liste 2001

Anonyme: 150,00 / A la fête: 155,00 / Eric: 50,00 / Paris: 2450,00 / Roger 300,00 / V.: 500,00

TOTAL LISTE: 3.605 F
TOTAL GÉNÉRAL: 8.435 F

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ NOTRE PRESSE INTERNATIONALE!

«le prolétaire»
«programme communiste»
«il comunista»
«el programa comunista»

CORRESPONDANCE :

Pour la France :
Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse :
Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie :
Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus.
Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien:** 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «il comunista», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement:** 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien:** 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien,** le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. **Imprimé par nos soins.**